

CHAPITRE III. — Jours fériés

Art. 60. Lorsqu'un jour férié coïncide avec un jour de chômage habituel, et pourvu que les conditions normales d'assiduité et de présence aient été remplies, l'indemnité journalière de sécurité d'existence est due dans les limites de la présente convention collective de travail.

CHAPITRE IV. — Dispositions finales

Art. 61. La présente convention collective de travail remplace celle du 7 novembre 1977, conclue au sein de la Sous-commission paritaire de l'industrie de la chaussure, des bottiers et des chausseurs, concernant la sécurité d'existence des ouvriers et ouvrières, rendue obligatoire par arrêté royal du 16 mai 1978 (*Moniteur belge* du 3 mai 1979) et est conclue pour une durée indéterminée.

Elle entre en vigueur le 20 juin 1995 et peut être dénoncée par l'une des parties moyennant un préavis de trois mois et moyennant concertation préalable avec les parties concernées, par lettre recommandée à la poste, adressée au président de la Sous-commission paritaire de l'industrie de la chaussure, des bottiers et des chausseurs. Le délai de préavis prend cours à partir de la date à laquelle la lettre recommandée est envoyée au président.

Vu pour être annexé à l'arrêté royal du 20 août 1996.

La Ministre de l'Emploi et du Travail,
Mme M. SMET

HOOFDSTUK III. — Feestdagen

Art. 60. Wanneer een feestdag op een gewone werkloosheidsdag valt en mits de normale voorwaarden van geregelde aanwezigheid zijn vervuld, is de dagelijkse bestaanszekerheidsvergoeding binnen de perken van deze collectieve arbeidsovereenkomst verschuldigd.

HOOFDSTUK IV. — Slotbepalingen

Art. 61. Deze collectieve arbeidsovereenkomst vervangt deze van 7 november 1977, gesloten in het Paritair Subcomité voor de schoeiselindustrie, de laarzenmakers en de maatwerkers, betreffende de bestaanszekerheid van de werklieden en werksters, algemeen verbindend verklaard bij koninklijk besluit van 16 mei 1978 (*Belgische Staatsblad* van 3 mei 1979) en is gesloten voor onbepaalde tijd.

Zij treedt in werking op 20 juni 1995 en mag worden opgezegd door één van de partijen met een opzeggingstermijn van drie maanden, mits voorafgaandelijk overleg met de betrokken partijen, bij een ter post aangetekende brief, gericht aan de voorzitter van het Paritair Subcomité voor de schoeiselindustrie, de laarzenmakers en de maatwerkers. De opzeggingstermijn begint te lopen vanaf de datum waarop de aangetekende brief aan de voorzitter wordt gestuurd.

Gezien om te worden gevoegd bij het koninklijk besluit van 20 augustus 1996.

De Minister van Tewerkstelling en Arbeid,
Mevr. M. SMET

F. 97 — 35 (96 — 2731)

[C — 96/12901]

6 DECEMBRE 1996. — Loi relative au travail à domicile
Erratum

Au *Moniteur belge* n° 246 du mardi 24 décembre 1996, page 31993, il y a lieu de remplacer les références (1) par le texte suivant :

« (1) *Session ordinaire 1995-1996.*

Chambre des représentants :

Documents parlementaires. — Projet de loi, n° 232/1. — Amendements, n° 232/2 à 5. — Rapport, n° 232/6. — Texte adopté par la commission, n° 232/7. — Amendements, n° 232/8 et 9.

Annales de la Chambre. — Discussion et adoption. Séance du 13 juin 1996.

Sénat :

Documents parlementaires. — Projet transmis par la Chambre des représentants, n° 356/1.

Session ordinaire 1996-1997.

Sénat :

Documents parlementaires. — Amendements, n° 356/2. — Rapport, n° 356/3. — Texte adopté par la commission, n° 356/4.

Annales du Sénat. — Discussion et adoption. Séance du 24 octobre 1996. »

N. 97 — 35 (96 — 2731)

[C — 96/12901]

6 DECEMBER 1996. — Wet betreffende de huisarbeid
Erratum

In het *Belgisch Staatsblad* nr. 246 van dinsdag 24 december 1996, pagina 31993, worden de verwijzingen (1) vervangen door de volgende tekst :

« (1) *Gewone zitting 1995-1996.*

Kamer van volksvertegenwoordigers :

Parlementaire Stukken. — Wetsontwerp, nr. 232/1. — Amendementen, nr. 232/2 tot 5. — Verslag, nr. 232/6. — Tekst aangenomen door de commissie, nr. 232/7. — Amendementen, nr. 232/8 en 9.

Handelingen van de Kamer. — Bespreking en aanneming. Vergadering van 13 juni 1996.

Senaat :

Parlementaire Stukken. — Ontwerp overgezonden door de Kamer van volksvertegenwoordigers, nr. 356/1.

Gewone zitting 1996-1997.

Senaat :

Parlementaire Stukken. — Amendementen, nr. 356/2. — Verslag, nr. 356/3. — Tekst aangenomen door de commissie, nr. 356/4.

Handelingen van de Senaat. — Bespreking en aanneming. Vergadering van 24 oktober 1996. »

COUR D'ARBITRAGE

F. 97 — 36

[C — 21350]

Arrêt n° 73/96 du 11 décembre 1996

Numéro du rôle : 937

En cause : le recours en annulation des articles 9, 10, 11, 36, 37, 97 et 98 du décret de la Communauté française du 5 août 1995 fixant l'organisation générale de l'enseignement supérieur en hautes écoles, introduit par A. Lambert et A. Goffin.

La Cour d'arbitrage, composée des présidents M. Melchior et L. De Grève, et des juges L. François, P. Martens, J. Delruelle, G. De Baets et H. Coremans, assistée du greffier L. Potoms, présidée par le président M. Melchior, après en avoir délibéré, rend l'arrêt suivant :

I. *Objet du recours*

Par requête adressée à la Cour par lettre recommandée à la poste le 29 février 1996 et parvenue au greffe le 1^{er} mars 1996, A. Lambert, demeurant à 5100 Dave, rue du Rivage 57, et A. Goffin, demeurant à 5020 Malonne, rue de Bauw 80, ont introduit un recours en annulation des articles 9, 10, 11, 36, 37, 97 et 98 du décret de la Communauté française du 5 août 1995 fixant l'organisation générale de l'enseignement supérieur en hautes écoles (publié au *Moniteur belge* du 1^{er} septembre 1995).

II. La procédure

Par ordonnance du 1^{er} mars 1996, le président en exercice a désigné les juges du siège conformément aux articles 58 et 59 de la loi spéciale du 6 janvier 1989 sur la Cour d'arbitrage.

Les juges-rapporteurs ont estimé n'y avoir lieu de faire application des articles 71 ou 72 de la loi organique.

Le recours a été notifié conformément à l'article 76 de la loi organique, par lettres recommandées à la poste le 15 mars 1996.

L'avis prescrit par l'article 74 de la loi organique a été publié au *Moniteur belge* du 19 mars 1996.

Des mémoires ont été introduits par :

- G. De Lahaye, demeurant à 3500 Hasselt, Simon Stevinlaan 7, par lettre recommandée à la poste le 12 avril 1996;
- le Gouvernement de la Communauté française, place Surlat de Chokier 15-17, 1000 Bruxelles, par lettre recommandée à la poste le 2 mai 1996.

Ces mémoires ont été notifiés conformément à l'article 89 de la loi organique, par lettres recommandées à la poste le 9 mai 1996.

Des mémoires en réponse ont été introduits par :

- le Gouvernement de la Communauté française, par lettre recommandée à la poste le 6 juin 1996;
- G. De Lahaye, par lettre recommandée à la poste le 10 juin 1996;
- les parties requérantes, par lettre recommandée à la poste le 10 juin 1996.

Par ordonnance du 27 juin 1996, la Cour a prorogé jusqu'au 28 février 1997 le délai dans lequel l'arrêt doit être rendu.

Par ordonnance du 17 octobre 1996, le président en exercice a complété le siège par le juge G. De Baets, à la suite du décès du juge L.P. Suetens le 2 septembre 1996.

Par ordonnance du 17 octobre 1996, la Cour a déclaré l'affaire en état et fixé l'audience au 13 novembre 1996.

Cette ordonnance a été notifiée aux parties ainsi qu'à leurs avocats par lettres recommandées à la poste le 18 octobre 1996.

A l'audience publique du 13 novembre 1996 :

- ont comparu :

- Me D. Wagner, avocat du barreau de Liège, pour les parties requérantes et pour G. De Lahaye;
- Me R. Witmeur, avocat du barreau de Bruxelles, pour le Gouvernement de la Communauté française;
- les juges-rapporteurs L. François et H. Coremans ont fait rapport;
- les avocats précités ont été entendus;
- l'affaire a été mise en délibéré.

La procédure s'est déroulée conformément aux articles 62 et suivants de la loi organique, relatifs à l'emploi des langues devant la Cour.

III. Objet des dispositions attaquées

Le recours porte sur les articles 9, 10, 11, 36, 37, 97 et 98 du décret de la Communauté française du 5 août 1995, qui disposent :

« Art. 9. § 1^{er}. Pour le 1^{er} février 1996 au plus tard, les pouvoirs organisateurs des établissements d'enseignement supérieur qui souhaitent se regrouper conformément aux dispositions du titre III transmettent au Gouvernement via les organisations représentatives de ces pouvoirs organisateurs, lorsqu'ils en sont membres, le projet pédagogique, social et culturel avec la proposition de regroupement visée à l'article 52 et les avis des organisations représentatives des membres du personnel et des étudiants visés à l'article 7, § 1^{er}.

§ 2. Les autorités des Hautes Ecoles, qui souhaitent fusionner conformément aux dispositions de l'article 61, transmettent au Gouvernement via les organisations représentatives de ces autorités, lorsqu'elles en sont membres, le projet pédagogique, social et culturel avec la proposition de fusion visée à l'article 62 et les avis du Conseil pédagogique et du Conseil des étudiants visés à l'article 7, § 3.

§ 3. Le projet pédagogique, social et culturel et les avis visés à l'article 7, § 1^{er} ou § 3, sont transmis sans délai par le Gouvernement à la Commission communautaire pédagogique.

La Commission communautaire pédagogique remet, dans les trente jours de la réception du projet pédagogique, social et culturel, un avis au Gouvernement sur la conformité de ce dernier avec les dispositions visées à l'article 6.

Dans le cas où au moins un des avis visés à l'article 7, § 1^{er} ou § 3 est négatif, la Commission communautaire pédagogique entend les différentes parties concernées, assistées le cas échéant de leurs organisations représentatives, et joue un rôle de médiateur en vue d'arriver à un accord entre les parties.

§ 4. Toute modification introduite au projet pédagogique, social et culturel par les autorités de la Haute Ecole est transmise sans délai par celles-ci à la Commission communautaire pédagogique avec les avis du Conseil pédagogique et du Conseil des étudiants visés à l'article 7, § 2.

La Commission communautaire pédagogique remet, dans les trente jours de la réception du projet pédagogique, social et culturel, un avis au Gouvernement sur la conformité de ce dernier avec les dispositions visées à l'article 6.

§ 5. Dans le cas où la Commission communautaire pédagogique remet un avis négatif au Gouvernement, celui-ci notifie, soit aux pouvoirs organisateurs des établissements d'enseignement supérieur qui se regroupent en Hautes Ecoles dans le cas visé à l'article 7, § 1^{er}, soit aux autorités des Hautes Ecoles dans le cas visé à l'article 7, § 2 et § 3, une mise en demeure déterminant le délai dans lequel un nouveau projet pédagogique, social et culturel respectant les dispositions visées à l'article 6 doit être déposé auprès de la Commission communautaire pédagogique.

Dans le cas visé à l'article 7, § 1^{er}, la Commission communautaire pédagogique remet au Gouvernement, au plus tard le 15 avril 1996, un avis sur le nouveau projet pédagogique, social et culturel.

En cas de non-dépôt du nouveau projet pédagogique, social et culturel dans les délais, ou d'avis négatif de la Commission communautaire pédagogique, le Gouvernement peut, soit dans le cas visé à l'article 7, § 1^{er}, refuser la proposition de regroupement, soit dans le cas visé à l'article 7, § 2, refuser le projet pédagogique, social et culturel, soit dans le cas visé à l'article 7, § 3, refuser la proposition de fusion.

Art. 10. § 1^{er}. Lorsque la majorité des représentants, soit des membres du personnel, soit des étudiants siégeant dans le Conseil pédagogique d'une Haute Ecole estime que les autorités de la Haute Ecole ne mettent pas en œuvre un ou plusieurs des moyens prévus dans le projet pédagogique, social et culturel, il introduit une demande motivée de convocation du Conseil pédagogique auprès du Collège de direction de la Haute Ecole.

§ 2. Le Collège de direction de la Haute Ecole convoque le Conseil pédagogique dans les quinze jours de la réception de la demande et porte à l'ordre du jour le point qui a motivé la convocation.

Le Conseil pédagogique entend les autorités de la Haute Ecole et leur remet, après la clôture des débats, un avis motivé sur le respect des engagements prévus dans le projet pédagogique, social et culturel.

§ 3. Dans le cas où le Conseil pédagogique remet un avis négatif, les autorités de la Haute Ecole signifient dans les quinze jours de la réception de celui-ci leur décision de donner ou non suite à l'avis et de respecter les engagements prévus dans le projet pédagogique, social et culturel.

§ 4. En cas de décision négative, ou d'absence de décision par les pouvoirs organisateurs ou les autorités de la Haute Ecole, la majorité des représentants, soit des membres du personnel, soit des étudiants siégeant dans le Conseil pédagogique dans la Haute Ecole, peut saisir la Commission communautaire pédagogique par requête motivée.

§ 5. La Commission communautaire pédagogique instruit le dossier, entend, à leur demande, les requérants et les autorités de la Haute Ecole, assistés, le cas échéant, de leur organisation représentative, et remet, dans les soixante jours, un avis motivé aux parties concernées et au Gouvernement sur le respect par la Haute Ecole des engagements prévus dans le projet pédagogique, social et culturel. L'avis doit préciser les moyens prévus dans le projet pédagogique, social et culturel qui n'ont pas été mis en oeuvre par les pouvoirs organisateurs ou les autorités de la Haute Ecole et propose les mesures pour y remédier.

§ 6. Dans le cas où la Commission communautaire pédagogique remet un avis négatif, le Gouvernement notifie aux autorités de la Haute Ecole une mise en demeure prévoyant les délais dans lesquels elles devront mettre en oeuvre les moyens prévus dans le projet pédagogique, social et culturel et propose les moyens pour y remédier.

§ 7. Si, au terme de la mise en demeure, le Gouvernement constate, après avis de la Commission communautaire pédagogique, que les autorités de la Haute Ecole restent en défaut de respecter les moyens précisés dans la mise en demeure, le Gouvernement décide une diminution des subventions ou crédits de fonctionnement octroyés à la Haute Ecole.

Art. 11. La Commission communautaire pédagogique peut être également saisie, par requête motivée, par un inspecteur de l'Administration de la Communauté française qui estime que les autorités de la Haute Ecole ne mettent pas en oeuvre un ou plusieurs des moyens prévus dans le projet pédagogique, social et culturel. Dans ce cas, la procédure prévue à l'article 10, § 5 à 7, est d'application.

Art. 36. § 1^{er}. Au plus tard le 1^{er} août de chaque année, les autorités de la Haute Ecole transmettent à la Commission communautaire pédagogique un rapport d'activités complet comprenant un chapitre relatif au respect du projet pédagogique, social et culturel par la Haute Ecole, conformément aux dispositions prévues par le Gouvernement.

§ 2. Dans les soixante jours du dépôt de ce rapport d'activités, la Commission communautaire pédagogique transmet ce rapport au Gouvernement et au Conseil général accompagné d'un avis portant sur le respect du projet pédagogique, social et culturel par la Haute Ecole.

Dans le cas où la Commission communautaire pédagogique remet au Gouvernement un avis négatif, la procédure visée à l'article 10, §§ 6 et 7, est d'application.

Art. 37. Les autorités de la Haute Ecole procèdent à un contrôle de la qualité des activités d'enseignement et des autres missions qu'elles organisent. Dans le cadre de ce contrôle de qualité, il sera notamment procédé à une évaluation des modalités de refus d'inscription visé à l'article 26.

Ce contrôle de qualité est géré selon une procédure définie par le Gouvernement qui prévoit notamment le recours à des experts extérieurs dont la majorité exercera une profession principale en dehors de l'enseignement.

Le rapport relatif au contrôle de la qualité des activités de la Haute Ecole est transmis tous les trois ans à partir du 1^{er} septembre 1998 au Gouvernement, à la Commission communautaire pédagogique visée à l'article 80 et à la Cellule de prospective pédagogique visée à l'article 82.

La Commission communautaire pédagogique remet au Gouvernement dans les soixante jours un avis motivé portant sur le respect du projet pédagogique, social et culturel tel que ce dernier est contenu dans le rapport relatif au contrôle de la qualité des activités de la Haute Ecole.

Le Gouvernement détermine les suites à donner aux conclusions de ce contrôle de qualité.

Art. 97. Pour les établissements d'enseignement supérieur relevant des réseaux de l'enseignement subventionné, le non-respect des obligations visées aux articles 51 à 57 entraîne la suppression définitive du droit aux subventions.

Pour les établissements d'enseignement supérieur relevant du réseau de l'enseignement organisé par la Communauté française, le non-respect des obligations visées aux articles 51 à 57 entraîne la fermeture de l'établissement d'enseignement supérieur.

Art. 98. Pour les établissements d'enseignement supérieur relevant des réseaux de l'enseignement subventionné, le non-respect des dispositions prévues aux articles 26, 27 et 37 entraîne la suppression du droit aux subventions à concurrence de 20 p.c.

Pour les établissements d'enseignement supérieur relevant du réseau de l'enseignement organisé par la Communauté française, le non-respect des dispositions prévues aux articles 26, 27 et 37 entraîne la réduction des moyens consacrés à l'enseignement organisé par la Communauté française à concurrence de 20 p.c.

Le non-respect des dispositions visées aux alinéas 1^{er} et 2 est constaté par le Gouvernement.

La diminution des subventions ou crédits de fonctionnement décidée par le Gouvernement en application de l'article 10, § 7, est de 20 p.c. »

IV. En droit

- A -

Quant à l'intérêt

Requête et mémoire de G. De Lahaye

A.1.1. Les parties requérantes et la partie intervenante sont professeurs dans des établissements d'enseignement supérieur de type court libre subventionné, visés par le décret attaqué. Elles justifient de l'intérêt requis pour introduire le recours. En effet, les sanctions attachées à l'exercice des contrôles relatifs au projet pédagogique, social et culturel et à son exécution touchent le subventionnement de l'établissement sanctionné et, par conséquent, ont une répercussion directe sur le subventionnement de la rémunération des membres du personnel. En tant que membres du personnel d'un établissement d'enseignement supérieur soumis à ce décret, les requérants risquent de subir sur leur rémunération, voire sur l'existence de leur emploi, les conséquences de la mise en oeuvre des règles de contrôle du projet pédagogique, social et culturel et de son exécution.

Mémoire du Gouvernement de la Communauté française

A.1.2. Il ne suffit pas que les requérants démontrent que la disposition attaquée leur est applicable, mais il convient également qu'ils démontrent que la norme attaquée les affecte défavorablement ou qu'en d'autres termes, elle puisse leur occasionner un préjudice.

Dès lors que les requérants entendent justifier leur intérêt en raison de l'impact financier que les dispositions attaquées pourraient avoir sur leur situation, le recours n'est éventuellement recevable qu'à l'encontre des dispositions attaquées qui pourraient entraîner une diminution des moyens financiers mis à la disposition d'une haute école, à savoir les articles 97 et 98 du décret.

A.1.3. Tel n'est pas le cas des articles 9, 10, 11, 36 et 37 du décret, qui ont trait aux seules modalités de contrôle du respect du projet pédagogique, social et culturel et ne modifient donc en rien la situation, en particulier pécuniaire, des requérants, laquelle est réglée par des décrets du 1^{er} février 1993 et du 6 juin 1994 qui ne sont pas modifiés par les dispositions attaquées. Celles-ci ont pour destinataires, non pas les requérants en leur qualité d'enseignant, mais exclusivement les établissements d'enseignement supérieur.

A.1.4. En effet, les articles 9 à 11 organisent la faculté dont disposent les pouvoirs organisateurs de se grouper en hautes écoles et ne s'appliquent qu'aux pouvoirs organisateurs des établissements d'enseignement supérieur, à la Commission communautaire pédagogique et au Gouvernement de la Communauté française. De même, les articles 36 et 37 ne confèrent de droits ou ne créent des obligations qu'à des organes autres que les enseignants considérés individuellement et ne visent que les autorités de la haute école, telles qu'elles sont définies à l'article 1^{er}, 2^o, du décret du 5 août 1995, la Commission communautaire pédagogique et le Gouvernement de la Communauté française.

A.1.5. Enfin, les articles 97 et 98 du décret du 5 août 1995 prévoient les sanctions qui peuvent être prises à l'égard des établissements d'enseignement supérieur. Ainsi, l'article 97 prévoit que les établissements d'enseignement supérieur de l'enseignement subventionné perdent leur droit aux subventions en cas de non-respect des obligations prévues par les articles 51 à 57 du décret, lesquels ne sont pas visés dans le présent recours.

L'article 98 du décret prévoit, quant à lui, que les établissements d'enseignement supérieur de l'enseignement subventionné verront leur subvention diminuée à concurrence de 20 p.c. en cas de non-respect des obligations prévues aux articles 26, 27 et 37 du décret. Il faut observer que, parmi ces dernières dispositions, seul l'article 37 est visé dans le présent recours.

A.1.6. S'il est certain que les dispositions litigieuses ont vocation à s'appliquer à l'établissement d'enseignement dans lequel ils exercent leur fonction, cet élément ne suffit évidemment pas à faire des requérants les destinataires des dispositions entreprises. Il en est d'autant plus ainsi que les dispositions attaquées ne concernent que le contrôle du projet pédagogique, social et culturel. Les requérants auraient éventuellement pu soutenir qu'ils sont directement concernés par le groupement de leur établissement d'enseignement supérieur en une haute école. Une telle situation affecte effectivement leur cadre de travail. Toutefois, une telle situation ne résulte pas directement du décret dans la mesure où l'un des principes essentiels de ce dernier est que les groupements des établissements d'enseignement supérieur s'opèrent sur une base volontaire.

Mémoire en réponse du Gouvernement de la Communauté française

A.1.7. Le requérant en intervention se prévalant de la même qualité que les requérants en annulation pour justifier la recevabilité de son mémoire, le Gouvernement de la Communauté française tient ici pour reproduit son premier mémoire à l'égard de la partie intervenante.

Mémoire en réponse des requérants et mémoire en réponse de G. De Lahaye

A.1.8. Les requérants et le requérant en intervention (ci-après : les requérants) sont soumis au décret du 1^{er} février 1993 fixant le statut des membres du personnel subsidiés de l'enseignement libre subventionné, dont l'article 1^{er}, § 1^{er}, dispose qu'il s'applique, notamment, « aux membres du personnel subsidiés des établissements d'enseignement libres subventionnés » tels que ceux dans lesquels les requérants exercent leurs fonctions, pour autant qu'ils soient subsidiés. Ces règles statutaires sont dès lors réservées aux membres du personnel subventionnés et une perte définitive de subvention entraîne automatiquement l'exclusion pour les membres du personnel du champ d'application du décret du 1^{er} février 1993, de telle sorte que, dépourvus de statut, ils seront à nouveau soumis à la loi du 3 juillet 1978 sur les contrats de travail. Ils perdront en outre leurs prérogatives en matière, notamment, de mise en disponibilité, de pension et d'accidents du travail dans le secteur public.

A.1.9. L'incidence des mesures attaquées n'est donc pas uniquement financière, mais essentiellement statutaire (contrairement à ce qui prévaut dans les universités - voy. l'arrêt n° 19/91 de la Cour - où les règles de financement n'ont pas d'impact direct sur la situation statutaire du personnel) et s'étend au cadre du personnel, dont la charge représente 90 p.c. du subventionnement.

Les articles 97 et 98 arrêtant les sanctions ne peuvent être dissociés des dispositions mettant en place un système de contrôle dont ils sont un élément constitutif. En effet, ces sanctions découlent nécessairement de l'application des articles 9, 10, 11, 36 et 37 attaqués. Une annulation des articles 97 et 98 seuls n'aurait pas de sens.

Quant au fond

Requête et mémoire de G. De Lahaye

A.2.1. Les articles 9, 10, 11, 36 et 37 du décret ne définissent pas les critères sur la base desquels la Commission communautaire pédagogique et le Gouvernement devront exercer le pouvoir de contrôle qui leur est conféré sur le contenu du projet pédagogique, social et culturel, d'une part (articles 9, 10 et 11), et sur la manière de l'exécuter, d'autre part (articles 36 et 37).

Les sanctions dont sont assortis ces contrôles sont lourdes : si la proposition de groupement est rejetée par le Gouvernement sur la base de l'article 9 du décret, les établissements visés par ce refus ne pourront pas remplir les obligations imposées par les articles 51 à 57 lors de la constitution des hautes écoles, ce qui entraîne la suppression définitive du droit aux subventions (article 97 du décret du 5 août 1995).

Le non-respect de l'article 37 ainsi que l'application de l'article 10, § 7, entraînent la suppression du droit aux subventions à concurrence de 20 p.c. (article 98).

A.2.2. Les dispositions attaquées violent l'article 24, § 1^{er}, de la Constitution, qui garantit la liberté d'enseignement.

La liberté d'organiser un enseignement a pour corollaire le droit au subventionnement. Les limitations apportées à cette liberté et à ce droit doivent être justifiées par l'intérêt général et ne peuvent être arbitraires.

Le décret du 5 août 1995 ne précise cependant nullement la base sur laquelle le contrôle du projet pédagogique, social et culturel des établissements d'enseignement supérieur et de son respect doit s'exercer, ni les critères d'évaluation qui permettent de conclure à la non-conformité d'un projet pédagogique, social et culturel avec les dispositions visées à l'article 6, ou de conclure au non-respect de ce projet. Le décret donne par conséquent un énorme pouvoir d'appréciation à la Commission communautaire pédagogique, dont l'avis est déterminant et peut entraîner des décisions négatives du Gouvernement ayant des conséquences graves sur le subventionnement. Un tel contrôle, dont l'exercice n'est pas réglementé par le décret mais laissé à l'entière appréciation de la Commission communautaire pédagogique et du Gouvernement, est arbitraire en ce qu'il limite de manière illégitime la liberté d'enseignement et le droit au subventionnement qui en est le corollaire.

A.2.3. En ne fixant pas elles-mêmes les critères d'évaluation du projet pédagogique, social et culturel et de son exécution et en confiant ce rôle à la Commission communautaire pédagogique et au Gouvernement, les dispositions attaquées leur ont donné implicitement une délégation qui viole manifestement l'article 24, § 5, de la Constitution; ces critères d'évaluation sont des éléments essentiels de l'organisation de l'enseignement supérieur et ont des répercussions directes sur son subventionnement; ils ne peuvent être laissés à l'appréciation du Gouvernement et de la Commission communautaire pédagogique.

Il résulte des articles 37 et 98 du décret que celui-ci délègue au Gouvernement le pouvoir de déterminer les suites du contrôle de qualité prévu à l'article 37 autres que la suppression du droit aux subventions à concurrence de 20 p.c. déjà prévue par l'article 98. Ces suites pouvant avoir trait à l'organisation de l'enseignement, voire à la reconnaissance de l'enseignement donné par une haute école ne remplissant pas les garanties de qualité exigées, la délégation ainsi donnée au Gouvernement n'est pas compatible avec l'article 24, § 5, de la Constitution.

Mémoire du Gouvernement de la Communauté française

A.2.4. Les dispositions attaquées qui, selon les requérants, restreignent le droit au subventionnement des établissements supérieurs contrairement à l'article 24, § 1^{er}, de la Constitution ne portent pas une atteinte essentielle à la liberté de l'enseignement en ce que l'organisation des modalités et des sanctions qui peuvent être infligées à un établissement d'enseignement supérieur en cas de non-respect de son projet pédagogique, social et culturel constitue une mesure évidemment légitime qui ne porte pas atteinte à la liberté de l'enseignement.

A.2.5. Le groupement des établissements d'enseignement est organisé par le décret sur une base volontaire, afin d'assurer la qualité de l'enseignement et en fonction d'un projet pédagogique, social et culturel qui est l'une des clés de voûte du décret et dont le législateur pouvait, dès lors, assurer le respect par des modalités de contrôle et des sanctions qui ne sont pas contestables en leur principe. L'absence de critères critiquée par les requérants sera examinée ci-après, lors de l'examen des arguments tirés de la violation de l'article 24, § 5, de la Constitution (A.2.7).

A.2.6. Conformément à l'article 24, § 5, de la Constitution, le législateur décréto a fixé les principes essentiels en ce qui concerne le projet pédagogique, social et culturel. En effet, le décret du 5 août 1995 précise, dans le détail, de manière expresse et exhaustive, la procédure d'élaboration de ce texte, la procédure de contrôle qui pèse sur les hautes écoles quant à son respect et les sanctions qui seront prises en cas de méconnaissance de ces dispositions. Il n'est d'autre pouvoir accordé au Gouvernement de la Communauté française que celui de prendre des décisions sur des cas individuels ou des mesures d'exécution relatives à des modalités de procédure particulières.

A.2.7. L'article 24, § 5, de la Constitution n'a pas pour effet de contraindre le législateur décréto à régler directement l'ensemble des aspects des principes qu'il pose. En ce qui concerne le projet pédagogique, social et culturel, le législateur a déterminé, avec un luxe de détails, la procédure d'élaboration, les procédures de contrôle et le régime de sanction.

Il a certes investi, sur certains points, le Gouvernement d'un pouvoir d'appréciation. Mais ce pouvoir ne porte jamais sur la détermination d'un principe essentiel.

En outre, dans les faits, le projet pédagogique, social et culturel est, en vertu de l'article 6 du décret du 5 août 1995, un instrument complet et précis. Le contrôle de son respect est donc essentiellement une opération matérielle de contrôle des faits. Il n'y avait, dès lors, nul besoin de prévoir des critères de contrôle particuliers, les critères étant naturellement ceux qui sont inscrits à l'article 6 du décret du 5 août 1995.

A.2.8. Les questions particulières de procédure sont elles-mêmes précisées par le décret qui détermine les règles et modalités particulières qu'il conviendrait d'observer à l'occasion de l'exercice de ce pouvoir. Ainsi, à titre d'exemple, l'article 37 du décret du 5 août 1995 prévoit expressément que le contrôle de qualité interne des activités de la haute école devra faire l'objet d'une procédure particulière fixée par le Gouvernement, qui devra impérativement prévoir « le recours à des experts extérieurs dont la majorité exercera une profession principale en dehors de l'enseignement ». On constate ainsi que les pouvoirs du Gouvernement s'insèrent dans un cadre législatif précis.

A.2.9. Le pouvoir de décision du Gouvernement de la Communauté française ne peut enfin s'exercer sans l'avis motivé de la Commission communautaire pédagogique, laquelle aura été saisie, selon les cas, par la majorité des membres du personnel ou des étudiants qui siègent au conseil pédagogique de la haute école (article 10 du décret), soit par une requête motivée d'un inspecteur de l'administration de la Communauté française (article 11 du décret), soit à la suite du contrôle, par les organes de la haute école, de ses propres activités (articles 36 et 37 du décret).

Mémoire en réponse du Gouvernement de la Communauté française

A.2.10. Le mémoire introduit par G. De Lahaye constituant une reproduction fidèle de celui qui a été introduit par les requérants originaires, le Gouvernement de la Communauté française tient ici pour reproduit son premier mémoire à l'égard de la partie intervenante.

Mémoire en réponse des requérants et mémoire en réponse de G. De Lahaye

A.2.11. Le droit au subventionnement peut être retiré en vertu des dispositions attaquées, alors que celles-ci organisent, dans cette perspective, un contrôle qui, s'il n'est pas par lui-même illégitime, ne s'exerce pas d'une manière totalement objective et prévisible pour l'établissement qui le subit, faute de critères d'évaluation connus, permettant à l'établissement d'agir en connaissance de cause.

La Commission communautaire pédagogique et le Gouvernement apprécient en effet souverainement, d'une part, si le projet pédagogique, social et culturel correspond au prescrit de l'article 6, tant quant à la forme que quant au contenu (lequel relève de l'essence même de la liberté d'enseignement) et, d'autre part, comment les hautes écoles remplissent leur mission : l'article 37 du décret ne définit en effet ni les critères d'évaluation, ni le contenu du contrôle de qualité des activités d'enseignement et des missions de la haute école, hormis l'évaluation des modalités de refus d'inscription.

A.2.12. Faute de fixer les critères d'évaluation de la qualité des activités de l'enseignement et des missions des hautes écoles, le décret viole l'article 24, § 5, de la Constitution. Il s'agit en effet de principes de base dont la fixation ne peut être confiée par le législateur décréto au Gouvernement et à la Commission communautaire pédagogique : ceux-ci devront en effet nécessairement, préalablement à l'exercice de l'opération matérielle de contrôle des faits, définir les règles d'évaluation qu'ils devront appliquer ainsi que les limites de cette évaluation et, partant, de leur pouvoir d'appréciation. Cette délégation implicite de compétences est incompatible avec la disposition constitutionnelle précitée.

A.2.13. L'article 37 du décret contient une délégation trop imprécise et trop vague, le Gouvernement recevant délégation pour déterminer la procédure de contrôle de qualité sans que ne soit aucunement précisés dans le décret les principes de base de cette procédure ni les critères à appliquer.

- B -

Sur l'objet des dispositions attaquées

B.1.1. Les articles 9, 10 et 11 du décret de la Communauté française du 5 août 1995 fixant l'organisation générale de l'enseignement supérieur en hautes écoles ont trait au contrôle exercé sur le projet pédagogique, social et culturel (décret dont l'article 6 prévoit qu'il définit les moyens et les objectifs pris en compte pour la création de la haute école) à l'intervention d'un organe composé de membres du personnel des services du Gouvernement - et d'experts désignés par celui-ci (article 81) -, dénommé la Commission communautaire pédagogique.

Un avis négatif de la Commission communautaire pédagogique lors de l'élaboration ou de la modification d'un projet pédagogique, social et culturel permet au Gouvernement de refuser la proposition de groupement des établissements d'enseignement supérieur, de fusion de hautes écoles ou de modification du projet pédagogique, social et culturel (article 9). La Commission communautaire pédagogique peut également être saisie par les représentants du personnel ou des étudiants (article 10) ou par l'inspection de la Communauté française (article 11) lorsqu'ils estiment que le projet pédagogique, social et culturel n'est pas régulièrement mis en œuvre par la haute école. Un avis négatif de la Commission communautaire pédagogique sur le respect par la haute école dudit projet permet au Gouvernement de décider une diminution des subventions ou des moyens de fonctionnement (articles 10, § 7, et 11).

B.1.2. Les articles 36 et 37 chargent la Commission communautaire pédagogique de remettre au Gouvernement un avis motivé, au regard du respect du projet pédagogique, social et culturel, sur le rapport annuel (article 36) et le rapport trisannuel (article 37) que les autorités de la haute école sont tenues d'établir en vue d'un « contrôle de qualité ». Un avis négatif de la Commission communautaire pédagogique sur le rapport annuel permet au Gouvernement de décider une diminution des subventions ou des moyens de fonctionnement. Les suites du contrôle de qualité effectué à l'occasion du rapport trisannuel sont laissées par le décret à l'appréciation du Gouvernement.

B.1.3. L'article 97 prévoit la fermeture de l'établissement d'enseignement supérieur qui ne se conforme pas à la procédure de constitution des hautes écoles ou, s'il s'agit d'un établissement subventionné, la suppression définitive du droit aux subventions (articles 51 à 57). L'article 98 prévoit une diminution des subventions ou des moyens de fonctionnement des établissements d'enseignement supérieur qui ne respectent pas les dispositions du décret relatives à l'inscription des étudiants (article 26), au règlement des études (article 27) ou au contrôle de qualité (article 37).

Quant à l'intérêt

B.2. Les requérants, qui font valoir leur qualité de membre du personnel d'un établissement d'enseignement supérieur de type court libre subventionné soumis au décret attaqué, pourraient être affectés directement et défavorablement par des dispositions qui régissent, d'une part, l'élaboration et la modification du projet pédagogique, social et culturel définissant les moyens et les objectifs des hautes écoles et, d'autre part, le contrôle exercé sur la mise en œuvre de ce projet. Ces dispositions peuvent en effet porter atteinte à leur situation, en ce que la non-approbation du projet pédagogique, social et culturel ou la constatation qu'il n'est pas mis en œuvre de manière régulière peuvent aboutir à la suppression ou à la diminution des subventions ou des moyens de fonctionnement.

*Quant au fond**Sur l'article 24, § 1^{er}, de la Constitution*

B.3.1. La liberté d'enseignement garantie par l'article 24, § 1^{er}, de la Constitution implique que des personnes privées puissent - sans autorisation préalable et sous réserve du respect des libertés et des droits fondamentaux - organiser et dispenser un enseignement, selon leurs propres conceptions tant en ce qui concerne la forme que pour ce qui est du contenu de cet enseignement.

B.3.2. La liberté d'enseignement visée à l'article 24, § 1^{er}, de la Constitution implique que les pouvoirs organisateurs autres qu'une communauté puissent, sous certaines conditions, prétendre à des subventions à charge de celle-ci.

Le droit au subventionnement est limité, d'une part, par la faculté pour la communauté de lier les subventions à des exigences tenant à l'intérêt général, entre autres celles d'un enseignement de qualité et du respect de certaines normes de population scolaire, et, d'autre part, par la nécessité de répartir les moyens financiers disponibles entre les diverses missions de la communauté.

La liberté d'enseignement connaît dès lors des limites et n'empêche pas que le législateur décretaal impose des conditions de financement et de subventionnement qui restreignent l'exercice de cette liberté, pour autant qu'il n'y soit pas porté d'atteinte essentielle.

B.3.3. Le décret du 5 août 1995 organise le groupement volontaire, tenant compte de la « priorité pédagogique », des établissements d'enseignement supérieur sur la base d'un projet pédagogique, social et culturel (*Doc.*, Conseil de la Communauté française, S.E. 1995, n° 26/1, p. 2). L'intention est exprimée de maîtriser les coûts et d'assurer un enseignement supérieur de qualité conformément aux exigences de la situation budgétaire de la Communauté française (*idem*, pp. 3 et 4).

B.3.4. Le contrôle exercé par la Commission communautaire pédagogique, critiqué par les requérants et par la partie intervenante, a pour objet, d'une part, de vérifier l'existence même du projet pédagogique, social et culturel lors de l'élaboration ou de la modification de celui-ci et de déterminer s'il tend, par des méthodes librement choisies par les établissements d'enseignement supérieur ou les hautes écoles, à atteindre les objectifs visés à l'article 6 du décret (*idem*, p. 11) et, d'autre part, de soumettre la mise en œuvre du projet à un « contrôle annuel et trisannuel de qualité »; l'avis « ne portera pas sur la méthode pédagogique en tant que telle mais sur le point de savoir si les autorités de la Haute Ecole mettent en œuvre les moyens pour atteindre les différents objectifs de leur projet » (*idem*, p. 18).

B.3.5. Il apparaît des travaux préparatoires du décret attaqué que le législateur communautaire a entendu que la Commission communautaire pédagogique exerce sa mission en ayant égard à la liberté des pouvoirs organisateurs et des hautes écoles; les articles 9, 10, 11, 36 et 37 du décret ont par ailleurs subordonné les plus graves des décisions que le Gouvernement est habilité à prendre à l'endroit des établissements d'enseignement supérieur et des hautes écoles à un avis négatif de la Commission, sans que cet avis négatif oblige le Gouvernement à prendre de telles décisions; enfin, ces décisions elles-mêmes peuvent être censurées par le juge administratif ou judiciaire dans l'hypothèse, notamment, où elles violeraient la liberté d'enseignement.

B.3.6. Il s'ensuit que les dispositions litigieuses ne s'immiscent pas d'une manière disproportionnée dans l'organisation et le fonctionnement des établissements d'enseignement et laissent ainsi pour l'essentiel la liberté d'enseignement intacte.

Sur l'article 24, § 5, de la Constitution

B.4.1. L'article 24, § 5, de la Constitution porte :

« L'organisation, la reconnaissance ou le subventionnement de l'enseignement par la communauté sont réglés par la loi ou le décret, »

Cette disposition traduit la volonté du Constituant de réserver aux pouvoirs législatifs le soin de régler les aspects essentiels de l'enseignement en ce qui concerne son organisation, sa reconnaissance et son subventionnement.

B.4.2. Aux termes du rapport fait au nom de la Commission de la révision de la Constitution et des réformes des institutions, le Constituant a voulu que « seules des personnes démocratiquement élues [puissent] régler par des règles générales l'octroi de subsides à l'enseignement ainsi que son organisation et son agrément » (*Doc. parl., Sénat, S.E. 1988, n° 100-1/2°, p. 4*).

B.4.3. L'article 24, § 5, de la Constitution ne prohibe pas que des délégations soient données au Gouvernement de communauté. Toutefois, à travers elles, le Gouvernement de communauté ne saurait combler l'imprécision des options et des principes arrêtés par le législateur lui-même.

B.4.4. Les dispositions litigieuses confèrent respectivement à la Commission communautaire pédagogique et au Gouvernement un pouvoir d'avis et un pouvoir de décision dans l'appréciation de la question de savoir si le projet pédagogique, social et culturel présenté lors de la création ou de la fusion de hautes écoles prévoit les moyens adéquats pour atteindre les objectifs que l'article 6 du décret assigne à ce projet (articles 9, 10 et 11) et fait l'objet d'une mise en œuvre conforme aux moyens et aux objectifs visés par l'article 6 du décret (articles 36 et 37).

B.4.5. Conformément au principe de la liberté d'enseignement, l'article 6, § 2, alinéa 2, du décret charge les pouvoirs organisateurs et autorités qu'il désigne de décider des moyens à mettre en œuvre pour atteindre les objectifs du projet pédagogique, social et culturel. Le législateur décrétole a par contre pris le soin de définir lui-même lesdits objectifs (article 6, § 3) ainsi que les mesures pouvant être imposées par le Gouvernement aux établissements d'enseignement supérieur et aux hautes écoles qui ne se conformeraient pas aux dispositions du décret relatives audit projet (articles 10, § 7, 11, 36, 97 et 98).

Le pouvoir d'appréciation conféré dans ces limites à la Commission communautaire pédagogique et au Gouvernement par les dispositions litigieuses ne peut dès lors être tenu pour contraire à l'article 24, § 5, de la Constitution, à peine d'inférer de cette disposition qu'elle interdirait au législateur décrétole d'accorder des délégations qui, comme en l'espèce, ne portent pas sur les aspects essentiels de l'enseignement en ce qui concerne son organisation, sa reconnaissance et son subventionnement.

L'article 37, alinéa 5, du décret laisse toutefois au Gouvernement le soin de déterminer les suites à donner aux conclusions du contrôle de qualité prévu par cette disposition. Dès lors qu'aucune disposition du décret ne permet de définir l'objet de ces suites - les travaux préparatoires du décret ne contenant par ailleurs aucune indication à cet égard - et qu'il ne peut être exclu, partant, que celles-ci portent sur les aspects essentiels de l'enseignement en ce qui concerne son organisation, sa reconnaissance et son subventionnement, l'article 37, alinéa 5, du décret contient une délégation qui n'est pas conforme à l'article 24, § 5, de la Constitution.

Par ces motifs,

la Cour

- annule l'article 37, alinéa 5, du décret de la Communauté française du 5 août 1995 fixant l'organisation générale de l'enseignement supérieur en hautes écoles;
- rejette le recours pour le surplus.

Ainsi prononcé en langue française, en langue néerlandaise et en langue allemande, conformément à l'article 65 de la loi spéciale du 6 janvier 1989 sur la Cour d'arbitrage, à l'audience publique du 11 décembre 1996.

Le greffier,

L. Potoms.

Le président,

M. Melchior.

ARBITRAGEHOF

N. 97 — 36

Arrest nr. 73/96 van 11 december 1996

(C - 21350)

Rolnummer 937

In zake : het beroep tot vernietiging van de artikelen 9, 10, 11, 36, 37, 97 en 98 van het decreet van de Franse Gemeenschap van 5 augustus 1995 houdende de algemene organisatie van het hoger onderwijs in hogescholen, ingesteld door A. Lambert en A. Goffin.

Het Arbitragehof,

samengesteld uit de voorzitters M. Melchior en L. De Grève, en de rechters L. François, P. Martens, J. Delruelle, G. De Baets en H. Coremans, bijgestaan door de griffier L. Potoms, onder voorzitterschap van voorzitter M. Melchior, wijst na beraad het volgende arrest :

I. *Onderwerp van het beroep*

Bij verzoekschrift dat aan het Hof is toegezonden bij op 29 februari 1996 ter post aangetekende brief en ter griffie is ingekomen op 1 maart 1996, hebben A. Lambert, wonende te 5100 Dave, rue du Rivage 57, en A. Goffin, wonende te 5020 Malonne, rue de Bauw 80, beroep tot vernietiging ingesteld van de artikelen 9, 10, 11, 36, 37, 97 en 98 van het decreet van de Franse Gemeenschap van 5 augustus 1995 houdende de algemene organisatie van het hoger onderwijs in hogescholen (bekendgemaakt in het *Belgisch Staatsblad* van 1 september 1995).

II. *De rechtspleging*

Bij beschikking van 1 maart 1996 heeft de voorzitter in functie de rechters van de zetel aangewezen overeenkomstig de artikelen 58 en 59 van de bijzondere wet van 6 januari 1989 op het Arbitragehof.

De rechters-verslaggevers hebben geoordeeld dat er geen aanleiding was om artikel 71 of 72 van de organieke wet toe te passen.

Van het beroep is kennisgegeven overeenkomstig artikel 76 van de organieke wet bij op 15 maart 1996 ter post aangetekende brieven.

Het bij artikel 74 van de organieke wet voorgeschreven bericht is bekendgemaakt in het *Belgisch Staatsblad* van 19 maart 1996.

Memories zijn ingediend door :

- G. De Lahaye, wonende te 3500 Hasselt, Simon Stevinlaan 7, bij op 12 april 1996 ter post aangetekende brief;
- de Franse Gemeenschapsregering, Surlat de Chokierplein 15-17, 1000 Brussel, bij op 2 mei 1996 ter post aangetekende brief.

Van die memories is kennisgegeven overeenkomstig artikel 89 van de organieke wet bij op 9 mei 1996 ter post aangetekende brieven.

Memories van antwoord zijn ingediend door :

- de Franse Gemeenschapsregering, bij op 6 juni 1996 ter post aangetekende brief;
- G. De Lahaye, bij op 10 juni 1996 ter post aangetekende brief;
- de verzoekende partijen, bij op 10 juni 1996 ter post aangetekende brief.

Bij beschikking van 27 juni 1996 heeft het Hof de termijn waarbinnen het arrest moet worden gewezen, verlengd tot 28 februari 1997.

Bij beschikking van 17 oktober 1996 heeft de voorzitter in functie de zetel aangevuld met rechter G. De Baets, ten gevolge van het overlijden van rechter L.P. Suetens op 2 september 1996.

Bij beschikking van 17 oktober 1996 heeft het Hof de zaak in gereedheid verklaard en de dag van de terechtzitting bepaald op 13 november 1996.

Van die beschikking is kennisgegeven aan de partijen en hun advocaten bij op 18 oktober 1996 ter post aangetekende brieven.

Op de openbare terechtzitting van 13 november 1996 :

- zijn verschenen :
- Mr. D. Wagner, advocaat bij de balie te Luik, voor de verzoekers en voor G. De Lahaye;
- Mr. R. Witmeur, advocaat bij de balie te Brussel, voor de Franse Gemeenschapsregering;
- hebben de rechters-verslaggevers L. François en H. Coremans verslag uitgebracht;
- zijn de voornoemde advocaten gehoord;
- is de zaak in beraad genomen.

De rechtspleging is gevoerd overeenkomstig de artikelen 62 en volgende van de organieke wet, die betrekking hebben op het gebruik van de talen voor het Hof.

III. Onderwerp van de bestreden bepalingen

Het beroep heeft betrekking op de artikelen 9, 10, 11, 36, 37, 97 en 98 van het decreet van de Franse Gemeenschap van 5 augustus 1995, die bepalen :

« Art. 9. § 1. Uiterlijk 1 februari 1996 leggen de inrichtende machten van de instellingen die zich willen groeperen overeenkomstig titel III, de Regering, via de representatieve organisaties van die machten, wanneer ze ervan lid zijn, het project voor met het voorstel van groepering bedoeld in artikel 52 en de adviezen van de representatieve organisaties van personeelsleden en studenten bedoeld in artikel 7, § 1.

§ 2. De overheden van de hogescholen die willen fuseren overeenkomstig artikel 61 zenden aan de Regering via de representatieve organisaties van die overheden wanneer ze ervan lid zijn, het project over, met het voorstel tot fusie bedoeld in artikel 62 en met de adviezen van de in artikel 7, § 3 bedoelde pedagogische raad en studentenraad.

§ 3. Het project en de in artikel 7, §§ 1 of 3, bedoelde adviezen worden onverwijld door de Regering voorgelegd aan de pedagogische gemeenschapscommissie.

Deze Commissie bezorgt, binnen dertig dagen na ontvangst van het project, de Regering een advies over de overeenstemming van het project met artikel 6.

Mocht ten minste één in artikel 7, § 1 of 3 bedoeld advies afwijzend zijn, dan hoort de Commissie de partijen, eventueel bijgestaan door hun representatieve organisatie, en treedt ze op als bemiddelaar om een akkoord te bewerken.

§ 4. Elke wijziging van het project door de overheid van de hogeschool wordt door deze onverwijld voorgelegd aan de pedagogische gemeenschapscommissie, met de adviezen van de in artikel 7, § 2 bedoelde pedagogische raad en studentenraad.

De Commissie bezorgt de Regering binnen dertig dagen na ontvangst van het project een advies over de overeenstemming hiervan met artikel 6.

§ 5. Mocht de Commissie een afwijzend advies uitbrengen, dan deelt de Regering aan de inrichtende machten van de instellingen die zich in hogescholen groeperen, in het geval bedoeld in artikel 7, § 1, of aan de overheden van de hogescholen in het geval bedoeld in artikel 7, §§ 2 en 3, mee binnen welke termijn ze een nieuw project, overeenkomstig artikel 6, moeten voorleggen aan de pedagogische gemeenschapscommissie.

In het geval bedoeld in artikel 7, § 1, verstrekt de Commissie de Regering uiterlijk vóór 15 april 1996 een advies over het nieuw project.

Als het nieuw project niet tijdig ingediend is of als het advies van de Commissie negatief is, kan de Regering in het geval bedoeld in artikel 7, § 1 de groepering afwijzen of, in het geval bedoeld in artikel 7, § 2, het project afwijzen of, in het geval bedoeld in artikel 7, § 3, de voorgestelde fusie afwijzen.

Art. 10. § 1. Wanneer de meerderheid van de vertegenwoordigers van de personeelsleden of van de studenten in de pedagogische raad van een hogeschool van oordeel zijn dat de overheid van die school een of meer middelen uit het project niet aanwendt, dan dient ze een met redenen omklede aanvraag om bijeenroeping van de pedagogische raad in bij het bestuurscollege van de hogeschool.

§ 2. Het bestuurscollege roept de pedagogische raad bijeen binnen twee weken na ontvangst van de aanvraag en schrijft de grond van de bijeenroeping op de agenda in.

De pedagogische raad hoort de overheid en overhandigt haar, na het sluiten van de bespreking, een met redenen omkleed advies over de naleving van de verbintenissen waarin het project voorzagt.

§ 3. Als de pedagogische raad een negatief advies uitbrengt, deelt de overheid binnen twee weken na ontvangst ervan haar beslissing mee om al dan niet gevolg te geven aan het advies en voormelde verbintenissen in acht te nemen.

§ 4. Bij negatieve beslissing of bij gemis van een beslissing van de inrichtende macht of van de overheid van de hogeschool kan de meerderheid van de vertegenwoordigers van het personeel of van de studenten in de pedagogische raad van de hogeschool de zaak voorleggen aan de pedagogische gemeenschapscommissie, bij een met redenen omkleed verzoek.

§ 5. De pedagogische gemeenschapscommissie onderzoekt het dossier, hoort op hun verzoek de indieners en de overheid, eventueel bijgestaan door hun representatieve organisatie, en verstrekt binnen zestig dagen een met redenen omkleed advies aan de partijen en aan de Regering over de naleving door de hogeschool van de verbintenissen, vervat in het project. Het advies bepaalt welke middelen, vermeld in het project, niet werden aangewend door de inrichtende macht of de overheid van de hogeschool, en stelt maatregelen voor om zulks te verhelpen.

§ 6. Als de pedagogische gemeenschapscommissie negatief adviseert, deelt de Regering aan de overheid van de hogeschool mee binnen welke termijn ze de middelen waarin het project voorziet, moet aanwenden en stelt ze de middelen daartoe voor.

§ 7. Als na die termijn de Regering, op advies van de pedagogische gemeenschapscommissie, vaststelt dat de overheid van de hogeschool de vermelde middelen nog steeds niet aanwendt, dan beslist ze tot vermindering van de aan de hogeschool toegekende toelagen of werkingskredieten.

Art. 11. De pedagogische gemeenschapscommissie kan ook een met redenen omklede aanvraag krijgen van een inspecteur van het bestuur van de Franse Gemeenschap, die van oordeel is dat de overheid van de hogeschool een of meer middelen bepaald in het project niet aanwendt. In dat geval geldt de procedure van art. 10, §§ 5 tot 7.

Art. 36. § 1. Uiterlijk op 1 augustus van elk jaar zendt de overheid van de hogeschool aan de pedagogische gemeenschapscommissie een volledig activiteitsverslag over, met een hoofdstuk over de naleving van het pedagogisch en sociaal-cultureel project, overeenkomstig bepalingen waarin de Regering voorziet.

§ 2. Binnen zestig dagen na de indiering van dit verslag, zendt de commissie het over aan de Regering en de algemene raad, met een advies over de naleving van het project door de hogeschool.

Mocht dat advies negatief zijn, dan geldt de procedure van artikel 10, §§ 6 en 7.

Art. 37. De overheid van de hogeschool controleert de kwaliteit van de onderwijsactiviteit en van de andere opdrachten die de hogeschool vervult: ze voorziet o.m. in evaluatie van de weigeringen van inschrijvingen, bedoeld in artikel 26.

De kwaliteitszorg wordt beheerd volgens een door de Regering bepaalde procedure, met o.m. een beroep op externe deskundigen waarvan het merendeel hun beroep buiten het onderwijs moeten hebben.

Het verslag over kwaliteitscontrole wordt vanaf 1 september 1998 om de drie jaar overgezonden aan de Regering, aan de in artikel 80 bedoelde pedagogische gemeenschapscommissie en aan de cel voor pedagogische prospectie bedoeld in artikel 82.

De pedagogische gemeenschapscommissie brengt voor de Regering binnen zestig dagen een met redenen omkleed advies uit over de naleving van het project, vervat in het verslag over de controle op de kwaliteit van de werking van de hogeschool.

[De Regering bepaalt de gevolgen die aan de besluiten van die kwaliteitscontrole dienen te worden gegeven.]

Art. 97. Voor de hoger-onderwijsinstellingen van de gesubsidieerde netten heeft de niet-naleving van de in de artikelen 51 t/m 57 gestelde verplichtingen het definitief verlies van het recht op toelagen tot gevolg.

Voor de instellingen van het net georganiseerd door de Franse Gemeenschap heeft de niet-naleving van die artikelen de sluiting van de hoger-onderwijsinstelling tot gevolg.

Art. 98. Voor hoger-onderwijsinstellingen van het gesubsidieerd net heeft de niet-naleving van de in de artikelen 26, 27 en 37 voorkomende bepalingen het verlies van het recht op toelagen, tot een beloop van 20 %, tot gevolg.

Voor de instellingen van het net georganiseerd door de Franse Gemeenschap heeft de niet-naleving van die bepalingen het verlies van de middelen, bestemd voor het door de Franse Gemeenschap georganiseerd onderwijs, tot een beloop van 20 %, tot gevolg.

De niet-naleving van de bepalingen wordt vastgesteld door de Regering.

De vermindering van de toelagen of werkingskredieten door de Regering ingevolge artikel 10, § 7, beloopt 20 %.

IV. In rechte

- A -

Ten aanzien van het belang

Verzoekschrift en memorie van G. De Lahaye

A.1.1. De verzoekende partijen en de tussenkomende partij zijn leerkrachten in gesubsidieerde vrije instellingen voor hoger onderwijs van het korte type, bedoeld in het aangevochten decreet. Zij doen blikken van het vereiste belang om het beroep in te stellen. De sancties die zijn verbonden aan de uitoefening van het toezicht op het pedagogisch en sociaal-cultureel project en op de uitvoering ervan, raken immers de subsidiëring van de gesanctioneerde instelling en hebben, bijgevolg, een rechtstreekse weerslag op de subsidiëring van de wedde van de personeelsleden. Als personeelsleden van een instelling voor hoger onderwijs dat aan dat decreet is onderworpen, lopen de verzoekers het risico dat zij voor hun wedde, of zelfs voor het bestaan van hun betrekking, de gevolgen zullen moeten ondergaan van de inwerkingstelling van de regels van toezicht op het pedagogisch en sociaal-cultureel project en op de uitvoering ervan.

Memorie van de Franse Gemeenschapsregering

A.1.2. Het is niet voldoende dat de verzoekers aantonen dat de aangevochten bepaling op hen van toepassing is, zij dienen ook aan te tonen dat de aangevochten norm hen ongunstig raakt of, met andere woorden, dat zij hun een nadeel kan berokkenen.

Aangezien de verzoekers hun belang trachten aan te tonen door de financiële weerslag die de aangevochten bepalingen op hun situatie zouden kunnen hebben, is het beroep eventueel slechts ontvankelijk ten aanzien van de aangevochten bepalingen die een vermindering zouden kunnen teweegbrengen van de financiële middelen die aan een hogeschool ter beschikking worden gesteld, namelijk de artikelen 97 en 98 van het decreet.

A.1.3. Zulks geldt niet voor de artikelen 9, 10, 11, 36 en 37 van het decreet, die enkel betrekking hebben op de modaliteiten van het toezicht op de inachtneming van het pedagogisch en sociaal-cultureel project en dus geenszins de inzonderheid geldelijke situatie van de verzoekers wijzigen, die is geregeld bij de decreten van 1 februari 1993 en 6 juni 1994, welke door de aangevochten bepalingen niet zijn gewijzigd. Deze zijn niet bedoeld voor de verzoekers in hun hoedanigheid van leerkracht, doch uitsluitend voor de instellingen voor hoger onderwijs.

A.1.4. De artikelen 9 tot 11 organiseren immers de mogelijkheid waarover de inrichtende machten beschikken om zich in hogescholen te groeperen en zijn enkel van toepassing op de inrichtende machten van de instellingen voor hoger onderwijs, op de pedagogische gemeenschapscommissie en op de Franse Gemeenschapsregering. Zo ook verlenen de artikelen 36 en 37 slechts rechten of voeren slechts verplichtingen in ten aanzien van andere organen dan de leerkrachten individueel beschouwd en beogen enkel de overheden van de hogescholen, zoals die zijn gedefinieerd in artikel 1, 2°, van het decreet van 5 augustus 1995, de pedagogische gemeenschapscommissie en de Franse Gemeenschapsregering.

A.1.5. De artikelen 97 en 98 van het decreet van 5 augustus 1995 ten slotte voorzien in de sancties die kunnen worden genomen ten aanzien van de instellingen voor hoger onderwijs. Zo bepaalt artikel 97 dat de instellingen van het gesubsidieerd hoger onderwijs hun recht op subsidies verliezen indien zij de bij de artikelen 51 tot 57 van het decreet voorgeschreven verplichtingen niet naleven, artikelen die in onderhavig beroep niet zijn beoogd.

Artikel 98 van het decreet bepaalt, van zijn kant, dat de instellingen van het gesubsidieerd hoger onderwijs hun subsidies met 20 pct. zullen zien dalen indien zij de bij de artikelen 26, 27 en 37 van het decreet voorgeschreven verplichtingen niet nakomen. Opgemerkt dient te worden dat, onder de laatstvermelde bepalingen, enkel artikel 37 in onderhavig beroep wordt beoogd.

A.1.6. Is het weliswaar zo dat de betwiste bepalingen toepassing dienen te vinden op de onderwijsinstelling waarin de verzoekers hun functie uitoefenen, dan volstaat dat element natuurlijk niet om de aangevochten bepalingen op hen toepasselijk te maken. Zulks geldt des te meer daar de aangevochten bepalingen enkel betrekking hebben op het toezicht op het pedagogisch en sociaal-cultureel project. De verzoekers hadden eventueel kunnen beweren dat zij rechtstreeks worden getroffen door de groepering van hun instelling voor hoger onderwijs in een hogeschool. Een dergelijke situatie treft effectief hun werkkader. Zij vloeit evenwel niet rechtstreeks uit het decreet voort in zoverre een van de essentiële beginselen van dat decreet erin bestaat dat de groeperingen van instellingen voor hoger onderwijs op vrijwillige basis gebeuren.

Memorie van antwoord van de Franse Gemeenschapsregering

A.1.7. Aangezien de verzoeker tot tussenkomst zich op dezelfde hoedanigheid als de verzoekers tot vernietiging beroept om de ontvankelijkheid van zijn memorie te verantwoorden, wil de Franse Gemeenschapsregering haar eerste memorie ook ten aanzien van de tussenkomende partij laten gelden.

Memorie van antwoord van de verzoekers en memorie van antwoord van G. De Lahaye

A.1.8. De verzoekers en de verzoeker tot tussenkomst (hierna : de verzoekers) zijn onderworpen aan het decreet van 1 februari 1993 houdende het statuut van de gesubsidieerde personeelsleden van het gesubsidieerd vrij onderwijs, waarvan artikel 1, § 1, bepaalt dat het, onder meer, van toepassing is « op de gesubsidieerde personeelsleden van de gesubsidieerde vrije onderwijsinstellingen » zoals die waarin de verzoekers hun functie uitoefenen, voor zover zij gesubsidieerd worden. Die statutaire regels zijn derhalve voorbehouden aan de gesubsidieerde personeelsleden en een definitief verlies van de subsidie leidt er automatisch toe dat de personeelsleden worden uitgesloten van de toepassingsfeer van het decreet van 1 februari 1993, zodanig dat zij, zonder statuut, opnieuw onderworpen zullen zijn aan de wet van 3 juli 1978 betreffende de arbeidsovereenkomsten. Bovendien zullen zij hun voorrechten verliezen inzake, onder meer, indisponibiliteitstelling, pensioen en arbeidsongevallen in de openbare sector.

A.1.9. De weerslag van de aangevochten bepalingen is dus niet louter financieel, doch hoofdzakelijk statutair (in tegenstelling met wat geldt voor de universiteiten - zie het arrest nr. 19/91 van het Hof - waar de financieringsregels geen rechtstreekse invloed hebben op de statutaire situatie van het personeel) en strekt zich uit tot de personeelsformatie, waarvan de last 90 pct. van de subsidie vertegenwoordigt.

De artikelen 97 en 98, die de sancties bepalen, kunnen niet los worden gezien van de bepalingen die een toezichtsregeling instellen waarvan zij een samenstellend element vormen. Die sancties vloeien immers onvermijdelijk voort uit de toepassing van de aangevochten artikelen 9, 10, 11, 36 en 37. Een vernietiging van de enkele artikelen 97 en 98 zou geen zin hebben.

Ten gronde

Verzoekschrift en memorie van G. De Lahaye

A.2.1. De artikelen 9, 10, 11, 36 en 37 van het decreet definiëren niet de criteria op basis waarvan de pedagogische gemeenschapscommissie en de Regering de hun toegewezen toezichtsbevoegdheid zullen moeten uitoefenen op de inhoud van het pedagogisch en sociaal-cultureel project, enerzijds (artikelen 9, 10 en 11), en op de manier om het uit te voeren, anderzijds (artikelen 36 en 37).

De sancties die met dat toezicht gepaard gaan, zijn zwaar : indien het voorstel tot groepering door de Regering wordt verworpen op grond van artikel 9 van het decreet, zullen de door die weigering beoogde instellingen niet de verplichtingen kunnen vervullen die zijn opgelegd bij de artikelen 51 tot 57 bij de samenstelling van de hogescholen, wat de definitieve afschaffing van het recht op subsidies tot gevolg heeft (artikel 97 van het decreet van 5 augustus 1995).

De niet-naleving van artikel 37 alsmede de toepassing van artikel 10, § 7, leiden tot de afschaffing van het recht op subsidiëring ten belope van 20 pct. (artikel 98).

A.2.2. De aangevochten bepalingen schenden artikel 24, § 1, van de Grondwet, dat de vrijheid van onderwijs waarborgt.

De vrijheid om een onderwijs te organiseren brengt het recht op subsidiëring met zich mee. De aan die vrijheid en aan dat recht gestelde beperkingen moeten worden verantwoord door het algemeen belang en mogen niet willekeurig zijn.

Het decreet van 5 augustus 1995 bepaalt evenwel geenszins de basis waarop het toezicht op het pedagogisch en sociaal-cultureel project van de instellingen voor hoger onderwijs en op de naleving ervan moet worden uitgeoefend, noch de evaluatiecriteria op grond waarvan kan worden besloten tot de niet-overeenstemming van een pedagogisch en sociaal-cultureel project met de bepalingen die zijn bedoeld in artikel 6, of op basis waarvan kan worden besloten tot de niet-naleving van dat project. Het decreet geeft bijgevolg een enorme beoordelingsbevoegdheid aan de pedagogische gemeenschapscommissie, waarvan het advies bepalend is en kan leiden tot negatieve beslissingen van de Regering die ernstige gevolgen hebben voor de subsidiëring. Een dergelijk toezicht, waarvan de uitoefening niet door het decreet wordt geregeld doch volledig aan de appreciatie van de pedagogische gemeenschapscommissie en van de Regering wordt overgelaten, is willekeurig doordat het de vrijheid van onderwijs en het recht op subsidiëring dat daarvan het gevolg is, op onwettige wijze beperkt.

A.2.3. Door niet zelf de criteria voor de evaluatie van het pedagogisch en sociaal-cultureel project en van de uitvoering ervan vast te stellen en door die rol toe te vertrouwen aan de pedagogische gemeenschapscommissie en aan de Regering, hebben de aangevochten bepalingen hun impliciet een machtiging gegeven die kennelijk artikel 24, § 5, van de Grondwet schendt; die evaluatiecriteria zijn essentiële elementen van de inrichting van het hoger onderwijs en hebben een rechtstreekse weerslag op de subsidiëring ervan; zij kunnen niet worden overgelaten aan de appreciatie van de Regering en van de pedagogische gemeenschapscommissie.

Uit de artikelen 37 en 98 van het decreet volgt dat het aan de Regering de bevoegdheid delegeert om de gevolgen te bepalen van de kwaliteitscontrole die is voorgeschreven bij artikel 37, andere dan de afschaffing van het recht op subsidies ten belope van 20 pct. waarin reeds is voorzien bij artikel 98. Vermits die gevolgen betrekking kunnen hebben op de inrichting van het onderwijs, zelfs op de erkenning van het onderwijs dat wordt gegeven door een hogeschool die de vereiste kwaliteitsgaranties niet vervult, is de aldus aan de Regering gegeven machtiging niet bestaanbaar met artikel 24, § 5, van de Grondwet.

Memorie van de Franse Gemeenschapsregering

A.2.4. De aangevochten bepalingen die, volgens de verzoekers, het recht op subsidiëring van de instellingen voor hoger onderwijs beperken, in strijd met artikel 24, § 1, van de Grondwet, doen geen wezenlijke afbreuk aan de vrijheid van onderwijs doordat de organisatie van de modaliteiten en de sancties die kunnen worden opgelegd aan een instelling voor hoger onderwijs in geval van niet-inachtneming van haar pedagogisch en sociaal-cultureel project natuurlijk een wettige maatregel is die geen afbreuk doet aan de vrijheid van het onderwijs.

A.2.5. De groepering van de onderwijsinstellingen wordt door het decreet op een vrijwillige basis georganiseerd, teneinde de kwaliteit van het onderwijs te verzekeren en op grond van een pedagogisch en sociaal-cultureel project dat een van de pijlers van het decreet vormt en waarvan de wetgever derhalve de naleving kon verzekeren door toezichtsmodaliteiten en sancties die in beginsel niet betwistbaar zijn. Het door de verzoekers bekritiseerde gebrek aan criteria zal hierna worden onderzocht bij de studie van de argumenten die zijn afgeleid uit de schending van artikel 24, § 5, van de Grondwet (A.2.7).

A.2.6. Overeenkomstig artikel 24, § 5, van de Grondwet heeft de decreetgever de essentiële beginselen betreffende het pedagogisch en sociaal-cultureel project vastgesteld. Het decreet van 5 augustus 1995 bepaalt immers in detail, uitdrukkelijk en uitvoerig, de procedure voor het uitwerken van die tekst, de procedure van toezicht die op de hogescholen weegt wat de naleving ervan betreft en de sancties die zullen worden opgelegd ingeval die bepalingen niet in acht worden genomen. Aan de Franse Gemeenschapsregering wordt geen andere bevoegdheid toegekend dan het nemen van beslissingen in individuele gevallen of uitvoeringsmaatregelen betreffende bijzondere proceduremodaliteiten.

A.2.7. Artikel 24, § 5, van de Grondwet heeft niet tot gevolg dat de decreetgever wordt verplicht rechtstreeks alle aspecten van de beginselen die hij stelt, te regelen. Wat het pedagogisch en sociaal-cultureel project betreft, heeft de wetgever, met een overvloed aan details, de procedure voor het opstellen van de tekst, de toezichtsprocedures en de sanctieregeling bepaald.

Op sommige punten heeft het weliswaar de Regering een appreciatiebevoegdheid gegeven. Doch die bevoegdheid heeft nooit betrekking op het vaststellen van een essentieel beginsel.

Bovendien is het pedagogisch en sociaal-cultureel project in werkelijkheid, krachtens artikel 6 van het decreet van 5 augustus 1995, een volledig en duidelijk instrument. Het toezicht op de naleving ervan is dus in hoofdzaak een materieel toezicht op de feiten. Het was derhalve geenszins nodig in bijzondere toezichtscriteria te voorzien, vermits de criteria uiteraard die zijn welke bij artikel 6 van het decreet van 5 augustus 1995 zijn voorgeschreven.

A.2.8. De bijzondere procedurekwesties zijn van hun kant gepreciseerd in het decreet dat de bijzondere regels en modaliteiten bepaalt die in acht zouden moeten worden genomen bij de uitoefening van die bevoegdheid. Als voorbeeld kan worden gesteld dat artikel 37 van het decreet van 5 augustus 1995 uitdrukkelijk bepaalt dat de interne kwaliteitscontrole op de werkzaamheden van de hogeschool zal moeten worden uitgeoefend volgens een door de Regering vastgestelde bijzondere procedure, die uitdrukkelijk zal moeten voorzien in « een beroep op externe deskundigen waarvan het merendeel hun beroep buiten het onderwijs moeten hebben ». Men stelt aldus vast dat de bevoegdheden van de Regering passen in een nauwkeurig wettelijk kader.

A.2.9. Ten slotte kan de Franse Gemeenschapsregering haar beslissingsbevoegdheid niet uitoefenen zonder het met redenen omklede advies van de pedagogische gemeenschapscommissie, waarbij een zaak aanhangig zal worden gemaakt, naar gelang van het geval, door de meerderheid van de personeelsleden of de studenten die zitting hebben in de pedagogische raad van de hogeschool (artikel 10 van het decreet), bij een met redenen omklede aanvraag van een inspecteur van het bestuur van de Franse Gemeenschap (artikel 11 van het decreet) of, tot slot, als gevolg van het toezicht, door de organen van de hogeschool, op haar eigen werkzaamheden (artikelen 36 en 37 van het decreet).

Memorie van antwoord van de Franse Gemeenschapsregering

A.2.10. Aangezien de door G. De Lahaye ingediende memorie een getrouwe weergave is van de memorie die door de oorspronkelijke verzoekers is ingediend, verwijst de Franse Gemeenschapsregering hier naar haar eerste memorie die zij ten aanzien van de tussenkommende partij heeft ingediend.

Memorie van antwoord van de verzoekers en memorie van antwoord van G. De Lahaye

A.2.11. Het recht op subsidiëring kan krachtens de aangevochten bepalingen worden ingetrokken, terwijl die bepalingen, in dat perspectief, een toezicht organiseren dat, indien het op zich al niet onwettig is, niet op een volkomen objectieve en voorspelbare wijze voor de instelling die het ondergaat wordt uitgeoefend, bij gebrek aan bekende evaluatiecriteria die de instelling in staat stellen te handelen met kennis van zaken.

De pedagogische gemeenschapscommissie en de Regering beoordelen immers autonoom, enerzijds, of het pedagogisch en sociaal-cultureel project overeenstemt met de voorschriften van artikel 6, zowel wat de vorm als wat de inhoud betreft (die tot de essentie zelf van de vrijheid van onderwijs behoort) en, anderzijds, hoe de hogescholen hun opdracht vervullen: artikel 37 van het decreet bepaalt immers noch de evaluatiecriteria, noch de inhoud van de kwaliteitscontrole op de onderwijsactiviteiten en de opdrachten van de hogeschool, behoudens de evaluatie van de modaliteiten van de weigering van inschrijving.

A.2.12. Aangezien de criteria voor de evaluatie van de kwaliteit van de onderwijsactiviteiten en van de opdrachten van de hogescholen niet bij het decreet worden vastgesteld, schendt het artikel 24, § 5, van de Grondwet. Het gaat immers om basisbeginselen waarvan de vaststelling door de decreetgever niet aan de Regering en aan de pedagogische gemeenschapscommissie kan worden toevertrouwd: laatstgenoemden zullen immers onvermijdelijk, vóór de uitoefening van het materiële toezicht op de feiten, de toe te passen evaluatieregels alsmede de grenzen van die evaluatie en derhalve van hun appreciatiebevoegdheid moeten bepalen. Die impliciete delegatie van bevoegdheden is onbestaanbaar met de voormelde grondwetsbepaling.

A.2.13. Artikel 37 van het decreet bevat een te onduidelijke en te vage machtiging, aangezien de Regering wordt gemachtigd de procedure voor de kwaliteitscontrole vast te stellen zonder dat in het decreet de basisbeginselen van die procedure noch de toe te passen criteria worden gepreciseerd.

- B -

Ten aanzien van het onderwerp van de aangevochten bepalingen

B.1.1. De artikelen 9, 10 en 11 van het decreet van de Franse Gemeenschap van 5 augustus 1995 houdende de algemene organisatie van het hoger onderwijs in hogescholen hebben betrekking op het toezicht dat wordt uitgeoefend op het pedagogisch en sociaal-cultureel project (van welk decreet artikel 6 bepaalt dat het de middelen en de doelstellingen aangeeft die in aanmerking worden genomen voor de oprichting van de hogeschool) door een orgaan dat is samengesteld uit personeelsleden van de diensten van de Regering - en van door haar aangewezen deskundigen (artikel 81) -, dat de pedagogische gemeenschapscommissie wordt genoemd.

Een negatief advies van de pedagogische gemeenschapscommissie bij het tot stand brengen of het wijzigen van een pedagogisch en sociaal-cultureel project staat de Regering toe het voorstel tot groepering van de instellingen voor hoger onderwijs, tot fusie van hogescholen of tot wijziging van het pedagogisch en sociaal-cultureel project te weigeren (artikel 9). Een zaak kan aan de pedagogische gemeenschapscommissie ook worden voorgelegd door de vertegenwoordigers van het personeel of van de studenten (artikel 10) of door de inspectie van de Franse Gemeenschap (artikel 11) wanneer zij van oordeel zijn dat het pedagogisch en sociaal-cultureel project door de hogeschool niet regelmatig ten uitvoer wordt gelegd. Een negatief advies van de pedagogische gemeenschapscommissie over de inachtneming van dat project door de hogeschool staat de Regering toe te beslissen tot een vermindering van de subsidies of de werkingsmiddelen (artikelen 10, § 7, en 11).

B.1.2. De artikelen 36 en 37 verplichten de pedagogische gemeenschapscommissie aan de Regering een met redenen omkleed advies over te leggen, in verband met de inachtneming van het pedagogisch en sociaal-cultureel project, over het jaarverslag (artikel 36) en het driejaarlijks verslag (artikel 37) dat de overheden van de hogeschool dienen op te stellen met het oog op een « kwaliteitscontrole ». Een negatief advies van de pedagogische gemeenschapscommissie over het jaarverslag staat de Regering toe te beslissen tot een vermindering van de subsidies of de werkingsmiddelen. De gevolgen van de kwaliteitscontrole die wordt uitgeoefend ter gelegenheid van het driejaarlijks verslag worden door het decreet aan de beoordeling van de Regering overgelaten.

B.1.3. Artikel 97 voorziet in de sluiting van de instelling voor hoger onderwijs die zich niet richt naar de procedure inzake de vorming van de instellingen van hoger onderwijs of, indien het om een gesubsidieerde instelling gaat, de definitieve afschaffing van het recht op subsidies (artikelen 51 tot 57). Artikel 98 voorziet in een vermindering van de subsidies of de werkingsmiddelen van de instellingen voor hoger onderwijs die de bepalingen van het decreet betreffende de inschrijving van de studenten (artikel 26), de studieregeling (artikel 27) of de kwaliteitscontrole (artikel 37) niet in acht nemen.

Ten aanzien van het belang

B.2. De verzoekers, die hun hoedanigheid van personeelslid van een gesubsidieerde vrije instelling voor hoger onderwijs van het korte type die aan het aangevochten decreet is onderworpen, aanvoeren, zouden rechtstreeks en ongunstig kunnen worden geraakt door bepalingen die, enerzijds, de totstandkoming en de wijziging van het pedagogisch en sociaal-cultureel project waarin de middelen en de doelstellingen van de hogescholen worden gedefinieerd en, anderzijds, het toezicht uitgeoefend op de inwerkingsstelling van dat project, regelen. Die bepalingen kunnen immers afbreuk doen aan hun situatie, doordat de niet-goedkeuring van het pedagogisch en sociaal-cultureel project of de vaststelling dat het niet op regelmatige wijze in werking wordt gesteld, kunnen leiden tot de afschaffing of de vermindering van de subsidies of van de werkingsmiddelen.

Ten gronde

Ten aanzien van artikel 24, § 1, van de Grondwet

B.3.1. De bij artikel 24, § 1, van de Grondwet gewaarborgde vrijheid van onderwijs impliceert dat privé-personeel - zonder voorafgaande toestemming en onder voorbehoud van de eerbiediging van de fundamentele rechten en vrijheden - onderwijs vermogen in te richten en te verstrekken naar eigen inzicht, zowel naar de vorm als naar de inhoud van dat onderwijs.

B.3.2. De in artikel 24, § 1, van de Grondwet bedoelde onderwijsvrijheid impliceert dat de inrichtende machten, andere dan een gemeenschap, onder bepaalde voorwaarden op subsidiëring vanwege de gemeenschap aanspraak kunnen maken.

Het recht op subsidiëring vindt zijn beperking, enerzijds, in de mogelijkheid voor de gemeenschap om de subsidiëring te laten afhangen van vereisten van algemeen belang, zoals onder meer die van een behoorlijke onderwijsverstrekking en van bepaalde schoolbevolkingsnormen, en, anderzijds, in de noodzakelijkheid om de beschikbare middelen te spreiden over de onderscheiden opdrachten van de gemeenschap.

De vrijheid van onderwijs is derhalve aan grenzen gebonden en verzet er zich niet tegen dat de decreetgever voorwaarden van financiering of subsidiëring oplegt die de uitoefening van die vrijheid beperken, voor zover er niet wezenlijk afbreuk aan wordt gedaan.

B.3.3. Het decreet van 5 augustus 1995 organiseert, rekening houdend met de « pedagogische prioriteit », de vrijwillige groepering van de instellingen voor hoger onderwijs op grond van een pedagogisch en sociaal-cultureel project (*Gedr. St., Franse Gemeenschapsraad, B.Z. 1995, nr. 26/1, p. 2*). Als doelstelling is aangegeven, de kosten te beheersen en een behoorlijk hoger onderwijs te verzekeren overeenkomstig de vereisten van de begrotingssituatie van de Franse Gemeenschap (*idem*, pp. 3 en 4).

B.3.4. Het door de pedagogische gemeenschapscommissie uitgeoefende toezicht, dat door de verzoekers en door de tussenkommende partij wordt bekritiseerd, heeft tot doel, enerzijds, het bestaan zelf van het pedagogisch en sociaal-cultureel project, bij de toestandbrenging of de wijziging ervan, na te gaan en te bepalen of het ertoe strekt, door middel van methoden die de instellingen voor hoger onderwijs of de hogescholen vrij hebben gekozen, de in artikel 6 van het decreet beoogde doelstellingen te bereiken (*idem*, p. 11) en, anderzijds, de tenuitvoerlegging van het project te onderwerpen aan een « jaarlijkse en driejaarlijkse kwaliteitscontrole »; het advies « slaat niet op de pedagogische methode als dusdanig maar op de vraag of de overheden van de hogeschool de middelen in werking stellen om de verschillende doelstellingen van hun project te verwezenlijken » (*idem*, p. 18).

B.3.5. Uit de parlementaire voorbereiding van het aangevochten decreet blijkt dat de gemeenschapswetgever ervan is uitgegaan dat de pedagogische gemeenschapscommissie haar taak vervult met respect voor de vrijheid van de inrichtende machten en van de hogescholen; bij de artikelen 9, 10, 11, 36 en 37 van het decreet zijn de zwaarste beslissingen die de Regering gemachtigd is te nemen jegens instellingen voor hoger onderwijs en hogescholen overigens onderworpen aan een negatief advies van de commissie, zonder dat een dergelijk negatief advies de Regering verplicht zulke beslissingen te nemen; tot slot kunnen die beslissingen zelf door de administratieve of gewone rechter worden gecensureerd, onder meer wanneer zij de vrijheid van onderwijs zouden schenden.

B.3.6. Daaruit volgt dat de betwiste bepalingen niet op onevenredige wijze ingrijpen in de organisatie en de werking van de onderwijsinstellingen en dat zij aldus de vrijheid van onderwijs wezenlijk onaangetaast laten.

Ten aanzien van artikel 24, § 5, van de Grondwet

B.4.1. Artikel 24, § 5, van de Grondwet bepaalt :

« De inrichting, erkenning of subsidiëring van het onderwijs door de gemeenschap wordt geregeld door de wet of het decreet. »

Die bepaling drukt de wil uit van de Grondwetgever om aan de wetgevende machten de zorg voor te behouden een regeling te treffen voor de essentiële aspecten van het onderwijs wat de inrichting, erkenning en subsidiëring ervan betreft.

B.4.2. Naar luid van het verslag uitgebracht namens de Commissie voor de herziening van de Grondwet en de hervorming der instellingen, heeft de Grondwetgever gewild dat « alleen democratisch verkozenen [...] door middel van algemeen geldende regelen de inrichting, de erkenning en de subsidiëring van het onderwijs [kunnen] regelen » (Gedr. St., Senaat, B.Z. 1988, nr. 100-1/2°, p. 4).

B.4.3. Artikel 24, § 5, van de Grondwet verbiedt niet dat opdrachten aan de Gemeenschapsregering worden gegeven. Via die opdrachten vermag de Gemeenschapsregering echter niet de onnauwkeurigheid van de door de wetgever zelf vastgestelde beginselen op te vangen of onvoldoende omstandige beleidskeuzes te verfijnen.

B.4.4. De betwiste bepalingen kennen respectievelijk aan de pedagogische gemeenschapscommissie en aan de Regering een adviesbevoegdheid en een beslissingsbevoegdheid toe in de beoordeling van de vraag of het pedagogisch en sociaal-cultureel project dat bij de oprichting of de fusie van hogescholen wordt voorgesteld, in de nodige middelen voorziet om de doelstellingen te bereiken die bij artikel 6 van het decreet aan dat project zijn toegewezen (artikelen 9, 10 en 11), en ten uitvoer wordt gelegd overeenkomstig de middelen en doelstellingen die zijn beoogd in artikel 6 van het decreet (artikelen 36 en 37).

B.4.5. Overeenkomstig het beginsel van de vrijheid van onderwijs belast artikel 6, § 2, tweede lid, de inrichtende machten en de autoriteiten die het aanwijst te beslissen over de middelen die moeten worden aangewend om de doelstellingen van het pedagogisch en sociaal-cultureel project te bereiken. De decreetgever heeft daarentegen zelf die doelstellingen bepaald (artikel 6, § 3), alsmede de maatregelen die door de Regering kunnen worden opgelegd aan de instellingen voor hoger onderwijs en de hogescholen die zich niet zouden richten naar de bepalingen van het decreet betreffende dat project (artikelen 10, § 7, 11, 36, 97 en 98).

De beoordelingsbevoegdheid die binnen die grenzen aan de pedagogische gemeenschapscommissie en aan de Regering door de betwiste bepalingen wordt toegekend, kan derhalve niet worden beschouwd als zijnde in strijd met artikel 24, § 5, van de Grondwet, aangezien anders uit die bepaling zou worden afgeleid dat zij de decreetgever zou verbieden machtigingen te geven die, zoals te dezen, geen betrekking hebben op de essentiële aspecten van het onderwijs wat de inrichting, de erkenning en de subsidiëring ervan betreft.

Artikel 37, vijfde lid, van het decreet laat evenwel aan de Regering de zorg over om de gevolgen te bepalen die dienen te worden gegeven aan de besluiten van de kwaliteitscontrole waarin door die bepaling wordt voorzien. Vermits geen enkele bepaling van het decreet het mogelijk maakt het onderwerp van die gevolgen te definiëren - de parlementaire voorbereiding van het decreet bevat trouwens geen enkele aanwijzing in dat verband - en derhalve niet kan worden uitgesloten dat die gevolgen betrekking hebben op de essentiële aspecten van het onderwijs wat de inrichting, de erkenning en de subsidiëring ervan betreft, bevat artikel 37, vijfde lid, van het decreet een machtiging die niet in overeenstemming is met artikel 24, § 5, van de Grondwet.

Om die redenen,

het Hof

- vernietigt artikel 37, vijfde lid, van het decreet van de Franse Gemeenschap van 5 augustus 1995 houdende de algemene organisatie van het hoger onderwijs in hogescholen;
- verwerpt het beroep voor het overige.

Aldus uitgesproken in het Frans, het Nederlands en het Duits, overeenkomstig artikel 65 van de bijzondere wet van 6 januari 1989 op het Arbitragehof, op de openbare terechtzitting van 11 december 1996.

De griffier,

L. Potoms.

De voorzitter,

M. Melchior.

D. 97 - 36

SCHIEDSHOF

[C - 21350]

Urteil Nr. 73/96 vom 11. Dezember 1996

Geschäftsverzeichnisnummer 937

In Sachen: Klage auf Nichtigerklärung der Artikel 9, 10, 11, 36, 37, 97 und 98 des Dekrets der Französischen Gemeinschaft vom 5. August 1995 zur Festlegung der allgemeinen Organisation des Hochschulwesens in « hautes écoles », erhoben von A. Lambert und A. Goffin.

Der Schiedshof,

zusammengesetzt aus den Vorsitzenden M. Melchior und L.-De Grève, und den Richtern L. François, P. Martens, J. Delruelle, G. De Baets und H. Coremans, unter Assistenz des Kanzlers L. Potoms, unter dem Vorsitz des Vorsitzenden M. Melchior,

verkündet nach Beratung folgendes Urteil:

I. Gegenstand der Klage

Mit einer Klageschrift, die dem Hof mit am 29. Februar 1996 bei der Post aufgegebenem Einschreibebrief zugesandt wurde und am 1. März 1996 in der Kanzlei eingegangen ist, erhoben A. Lambert, wohnhaft in 5100 Dave, rue du Rivage 57, und A. Goffin, wohnhaft in 5020 Malonne, rue de Bauw 80, Klage auf Nichtigerklärung der Artikel 9, 10, 11, 36, 37, 97 und 98 des Dekrets der Französischen Gemeinschaft vom 5. August 1995 zur Festlegung der allgemeinen Organisation des Hochschulwesens in « hautes écoles » (veröffentlicht im *Belgischen Staatsblatt* vom 1. September 1995).

II. Verfahren

Durch Anordnung vom 1. März 1996 hat der amtierende Vorsitzende gemäß den Artikeln 58 und 59 des Sondergesetzes vom 6. Januar 1989 über den Schiedshof die Richter der Besetzung bestimmt.

Die referierenden Richter haben Artikel 71 bzw. 72 des organisierenden Gesetzes im vorliegenden Fall nicht für anwendbar erachtet.

Die Klage wurde gemäß Artikel 76 des organisierenden Gesetzes mit am 15. März 1996 bei der Post aufgegebenen Einschreibebriefen notifiziert.

Die durch Artikel 74 des organisierenden Gesetzes vorgeschriebene Bekanntmachung erfolgte im *Belgischen Staatsblatt* vom 19. März 1996.

Schriftsätze wurden eingereicht von

- G. De Lahaye, wohnhaft in 3500 Hasselt, Simon Stevinlaan 7, mit am 12. April 1996 bei der Post aufgegebenem Einschreibebrief,

- der Regierung der Französischen Gemeinschaft, place Surlat de Chokier 15-17, 1000 Brüssel, mit am 2. Mai 1996 bei der Post aufgegebenem Einschreibebrief.

Diese Schriftsätze wurden gemäß Artikel 89 des organisierenden Gesetzes mit am 9. Mai 1996 bei der Post aufgegebenen Einschreibebriefen notifiziert.

Erwiderungsschriftsätze wurden eingereicht von

- der Regierung der Französischen Gemeinschaft, mit am 6. Juni 1996 bei der Post aufgegebenem Einschreibebrief,

- G. De Lahaye, mit am 10. Juni 1996 bei der Post aufgegebenem Einschreibebrief,

- den klagenden Parteien, mit am 10. Juni 1996 bei der Post aufgegebenem Einschreibebrief.

Durch Anordnung vom 27. Juni 1996 hat der Hof die für die Urteilsfällung vorgesehene Frist bis zum 28. Februar 1997 verlängert.

Durch Anordnung vom 17. Oktober 1996 hat der amtierende Vorsitzende festgestellt, daß in der Besetzung der Richter G. De Baets an die Stelle des am 2. September 1996 verstorbenen Richters L.P. Suetens tritt.

Durch Anordnung vom 17. Oktober 1996 hat der Hof die Rechtssache für verhandlungsfähig erklärt und den Sitzungstermin auf den 13. November 1996 anberaumt.

Diese Anordnung wurde den Parteien und deren Rechtsanwälten mit am 18. Oktober 1996 bei der Post aufgegebenen Einschreibebriefen notifiziert.

Auf der öffentlichen Sitzung vom 13. November 1996

- erschienen

- RÅin D. Wagner, in Lüttich zugelassen, für die klagenden Parteien und für G. De Lahaye,

- RA R. Witmeur, in Brüssel zugelassen, für die Regierung der Französischen Gemeinschaft,

- haben die referierenden Richter L. François und H. Coremans Bericht erstattet,

- wurden die vorgenannten Rechtsanwälte angehört,

- wurde die Rechtssache zur Beratung gestellt.

Das Verfahren wurde gemäß den Artikeln 62 ff. des organisierenden Gesetzes, die sich auf den Sprachengebrauch vor dem Hof beziehen, geführt.

III. Gegenstand der angefochtenen Bestimmungen

Die Klage bezieht sich auf die Artikel 9, 10, 11, 36, 37, 97 und 98 des Dekrets der Französischen Gemeinschaft vom 5. August 1995, die folgendes bestimmen:

« Art. 9. § 1. Spätestens zum 1. Februar 1996 legen die Organisationsträger der Hochschulen, die sich gemäß Titel-III zusammenschließen möchten, der Regierung über die repräsentativen Organisationen dieser Träger, wenn sie ihnen angehören, das pädagogische, soziale und kulturelle Projekt mit dem Zusammenschlußvorschlag im Sinne von Artikel 52 und den Gutachten der repräsentativen Organisationen der Personalangehörigen und der Studenten im Sinne von Artikel 7 § 1 vor.

§ 2. Die Behörden der Hochschulen, die gemäß den Bestimmungen von Artikel 61 fusionieren möchten, übermitteln der Regierung über die repräsentativen Organisationen dieser Behörden, wenn sie ihnen angehören, das pädagogische, soziale und kulturelle Projekt mit dem Fusionsvorschlag im Sinne von Artikel 62 und den Gutachten des pädagogischen Rates und des Studentenrates im Sinne von Artikel 7 § 3.

§ 3. Das pädagogische, soziale und kulturelle Projekt und die Gutachten im Sinne von Artikel 7 § 1 bzw. § 3 werden durch die Regierung unverzüglich dem pädagogischen Gemeinschaftsausschuß übermittelt.

Der pädagogische Gemeinschaftsausschuß gibt der Regierung innerhalb von dreißig Tagen nach Eingang des pädagogischen, sozialen und kulturellen Projektes ein Gutachten über die Vereinbarkeit dieses Projektes mit den Bestimmungen, auf die sich Artikel 6 bezieht, ab.

Falls wenigstens eines der Gutachten, auf die sich Artikel 7 § 1 bzw. § 3 bezieht, negativ ist, hört der pädagogische Gemeinschaftsausschuß die verschiedenen beteiligten Parteien, denen gegebenenfalls von ihren repräsentativen Organisationen beigestanden wird, an und tritt als Vermittler auf, damit die Parteien zu einer Einigung kommen.

§ 4. Jede Änderung des pädagogischen, sozialen und kulturellen Projektes durch die Behörden der Hochschule wird durch dieselben unverzüglich dem pädagogischen Gemeinschaftsausschuß übermittelt, und zwar zusammen mit den Gutachten des pädagogischen Rates und des Studentenrates im Sinne von Artikel 7 § 2.

Der pädagogische Gemeinschaftsausschuß gibt der Regierung innerhalb von dreißig Tagen nach Eingang des pädagogischen, sozialen und kulturellen Projektes ein Gutachten über die Vereinbarkeit dieses Projektes mit den Bestimmungen, auf die sich Artikel 6 bezieht, ab.

§ 5. Falls der pädagogische Gemeinschaftsausschuß der Regierung ein negatives Gutachten abgibt, notifiziert diese entweder den Organisationsträgern der Hochschulen, die sich in « hautes écoles » zusammenschließen, in dem Fall, auf den sich Artikel 7 § 1 bezieht, oder den Behörden der Hochschulen in den Fällen, auf die sich Artikel 7 §§ 2 und 3 bezieht, eine Inverzugsetzung unter Angabe der Frist, innerhalb deren ein neues pädagogisches, soziales und kulturelles Projekt unter Beachtung der Bestimmungen, auf die sich Artikel 6 bezieht, bei dem pädagogischen Gemeinschaftsausschuß zu hinterlegen ist.

In dem Fall, auf den sich Artikel 7 § 1 bezieht, gibt der pädagogische Gemeinschaftsausschuß der Regierung spätestens am 15. April 1996 ein Gutachten über das neue pädagogische, soziale und kulturelle Projekt ab.

Wird das neue pädagogische, soziale und kulturelle Projekt nicht fristgerecht hinterlegt oder gibt der pädagogische Gemeinschaftsausschuß ein negatives Gutachten ab, so kann die Regierung entweder in dem Fall, auf den sich Artikel 7 § 1 bezieht, den Zusammenschlußvorschlag ablehnen, oder in dem Fall, auf den sich Artikel 7 § 2 bezieht, das pädagogische, soziale und kulturelle Projekt zurückweisen, oder in dem Fall, auf den sich Artikel 7 § 3 bezieht, den Fusionsvorschlag ablehnen.

Art. 10. § 1. Wenn die Mehrheit der Vertreter, entweder des Personals oder der Studenten, im pädagogischen Rat einer Hochschule der Ansicht ist, daß die Behörden der Hochschule eines oder mehrere der im pädagogischen, sozialen und kulturellen Projekt vorgesehenen Mittel nicht zur Anwendung bringen, so wird ein motivierter Antrag auf Einberufung des pädagogischen Rates beim Direktionskollegium der Hochschule eingereicht.

§ 2. Das Direktionskollegium der Hochschule beruft den pädagogischen Rat innerhalb von fünfzehn Tagen nach Eingang des Antrags ein und setzt den der Einberufung zugrunde liegenden Punkt auf die Tagesordnung.

Der pädagogische Rat hört die Behörden der Hochschule an und gibt ihnen nach Verhandlungsschluß ein motiviertes Gutachten über die Beachtung der im pädagogischen, sozialen und kulturellen Projekt vorgesehenen Verpflichtungen ab.

§ 3. Gibt der pädagogische Rat ein negatives Gutachten ab, so teilen die Behörden der Hochschule innerhalb von fünfzehn Tagen nach Eingang dieses Gutachtens ihre Entscheidung, das Gutachten zu befolgen oder nicht und die im pädagogischen, sozialen und kulturellen Projekt vorgesehenen Verpflichtungen einzuhalten, mit.

§ 4. Im Falle einer abschlägigen Entscheidung bzw. bei Nichtvorliegen einer Entscheidung der Organisationsträger oder der Behörden der Hochschule kann die Mehrheit der Vertreter, entweder der Personalangehörigen oder der Studenten, im pädagogischen Rat der Hochschule den pädagogischen Gemeinschaftsausschuß durch einen motivierten Antrag befassen.

§ 5. Der pädagogische Gemeinschaftsrat prüft die Angelegenheit, hört auf ihr Ersuchen hin die Antragsteller und die Behörden der Hochschule, denen gegebenenfalls von ihrer repräsentativen Organisation beigestanden wird, an und gibt den beteiligten Parteien und der Regierung innerhalb von sechzig Tagen ein motiviertes Gutachten über die Beachtung der im pädagogischen, sozialen und kulturellen Projekt vorgesehenen Verpflichtungen durch die Hochschule ab. Im Gutachten sind die im pädagogischen, sozialen und kulturellen Projekt vorgesehenen Mittel, die nicht von den Organisationsträgern bzw. von den Behörden der Hochschule zur Anwendung gebracht worden sind, sowie die vorgeschlagenen Maßnahmen, mit denen diesem Zustand abgeholfen werden soll, anzugeben.

§ 6. Gibt der pädagogische Gemeinschaftsausschuß ein negatives Gutachten ab, so notifiziert die Regierung den Behörden der Hochschule eine Inverzugsetzung unter Angabe der Fristen, innerhalb deren sie die im pädagogischen, sozialen und kulturellen Projekt vorgesehenen Mittel zur Anwendung zu bringen haben, und schlägt sie die Mittel vor, mit denen diesem Zustand abgeholfen werden soll.

§ 7. Wenn nach Ablauf der Inverzugsetzung die Regierung im Anschluß an das Gutachten des pädagogischen Gemeinschaftsausschusses feststellt, daß die Behörden der Hochschule es unterlassen, die in der Inverzugsetzung angegebenen Mittel zur Anwendung zu bringen, so beschließt die Regierung, die der Hochschule gewährten Subventionen oder Funktionskredite zu kürzen.

Art. 11. Der pädagogische Gemeinschaftsausschuß kann auch auf motivierten Antrag durch einen Inspektor der Verwaltung der Französischen Gemeinschaft befaßt werden, wenn dieser der Ansicht ist, daß die Behörden der Hochschule eines oder mehrere der im pädagogischen, sozialen und kulturellen Projekt vorgesehenen Mittel nicht zur Anwendung bringen. In diesem Fall ist das in Artikel 10 §§ 5 bis 7 vorgesehene Verfahren anzuwenden.

Art. 36. § 1. Spätestens am 1. August eines jeden Jahres übermitteln die Behörden der Hochschule dem pädagogischen Gemeinschaftsausschuß einen vollständigen Tätigkeitsbericht, der ein Kapitel bezüglich der Beachtung des pädagogischen, sozialen und kulturellen Projektes durch die Hochschule gemäß den von der Regierung festgelegten Bestimmungen enthält.

§ 2. Innerhalb von sechzig Tagen nach Hinterlegung dieses Tätigkeitsberichts übermittelt der pädagogische Gemeinschaftsausschuß der Regierung und dem Generalrat diesen Bericht zusammen mit einem Gutachten über die Beachtung des pädagogischen, sozialen und kulturellen Projektes durch die Hochschule.

Gibt der pädagogische Gemeinschaftsrat der Regierung ein negatives Gutachten ab, so ist das in Artikel 10 §§ 6 und 7 vorgesehene Verfahren anzuwenden.

Art. 37. Die Behörden der Hochschule führen eine Qualitätsprüfung der Lehrtätigkeiten und anderen von ihnen organisierten Aufträge durch. Im Rahmen dieser Qualitätsprüfung wird insbesondere eine Bewertung der Modalitäten der Immatrikulationsverweigerung im Sinne von Artikel 26 vorgenommen.

Diese Qualitätsprüfung wird nach einem von der Regierung festgelegten Verfahren durchgeführt, das insbesondere die Hinzuziehung von externen Sachverständigen vorsieht, die mehrheitlich ihren Hauptberuf außerhalb des Unterrichtswesens ausüben.

Der Bericht bezüglich der Qualitätsprüfung der Tätigkeiten der Hochschule wird dreijährlich ab dem 1. September 1998 der Regierung, dem in Artikel 80 genannten pädagogischen Gemeinschaftsausschuß und dem in Artikel 82 genannten Forschungsreferat übermittelt.

Der pädagogische Gemeinschaftsausschuß gibt der Regierung innerhalb von sechzig Tagen ein motiviertes Gutachten über die Beachtung des pädagogischen, sozialen und kulturellen Projektes ab, so wie dieses im Bericht bezüglich der Qualitätsprüfung der Tätigkeiten der Hochschule enthalten ist.

Die Regierung bestimmt, ob und wie den Schlußfolgerungen dieser Qualitätsprüfung Folge zu leisten ist.

Art. 97. Für die zu den Netzen des subventionierten Unterrichtswesens gehörenden Hochschulanstalten zieht die Nichtbeachtung der Verpflichtungen, auf die sich die Artikel 51 bis 57 beziehen, die endgültige Aberkennung des Anspruchs auf Subventionen nach sich.

Für die zum Netz des von der Französischen Gemeinschaft organisierten Unterrichtswesens gehörenden Hochschulanstalten zieht die Nichtbeachtung der Verpflichtungen, auf die sich die Artikel 51 bis 57 beziehen, die Schließung der Hochschulanstalt nach sich.

Art. 98. Für die zu den Netzen des subventionierten Unterrichtswesens gehörenden Hochschulanstalten zieht die Nichtbeachtung der in den Artikeln 26, 27 und 37 vorgesehenen Bestimmungen die Aberkennung des Anspruchs auf Subventionen in Höhe von 20 Prozent nach sich.

Für die zum Netz des von der Französischen Gemeinschaft organisierten Unterrichtswesens gehörenden Hochschulanstalten zieht die Nichtbeachtung der in den Artikeln 26, 27 und 37 vorgesehenen Bestimmungen die Kürzung der für das von der Französischen Gemeinschaft organisierte Unterrichtswesen aufgewendeten Mittel in Höhe von 20 Prozent nach sich.

Die Nichtbeachtung der in den Absätzen 1 und 2 genannten Bestimmungen wird von der Regierung festgestellt.

Die in Anwendung von Artikel 10 § 7 von der Regierung beschlossene Kürzung der Subventionen bzw. Funktionskredite beläuft sich auf 20 Prozent. »

IV. In rechtlicher Beziehung

- A -

Hinsichtlich des Interesses

Klageschrift und Schriftsatz von G. De Lahaye

A.1.1. Die klagenden Parteien und die intervenierende Partei seien Lehrkräfte an subventionierten freien Hochschulanstalten mit kurzer Studiendauer, auf die sich das angefochtene Dekret beziehe. Sie würden das erforderliche Interesse an der Klageerhebung aufweisen. Die mit der Ausübung der Aufsicht über das pädagogische, soziale und kulturelle Projekt sowie über dessen Durchführung verbundenen Sanktionen würden nämlich die Subventionierung der sanktionierten Anstalt beeinflussen und sich demzufolge unmittelbar auf die Subventionierung der Gehälter der Personalangehörigen auswirken. Als Personalangehörige einer Hochschulanstalt, welche diesem Dekret unterliege, würden die Kläger Gefahr laufen, daß sie hinsichtlich ihrer Gehälter oder gar hinsichtlich des Fortbestands ihrer Planstellen die Folgen der Durchführung der Regeln bezüglich der Aufsicht über das pädagogische, soziale und kulturelle Projekt sowie über dessen Durchführung hinnehmen müßten.

Schriftsatz der Regierung der Französischen Gemeinschaft

A.1.2. Es genüge nicht, wenn die Kläger darlegen würden, daß die angefochtene Bestimmung auf sie anwendbar sei; sie hätten auch unter Beweis zu stellen, daß sie in ungünstigem Sinne von der angefochtenen Rechtsnorm betroffen seien, d.h. daß diese Rechtsnorm ihnen einen Nachteil zufügen könne.

Da die Kläger versuchen würden, ihr Interesse darzulegen, indem sie die finanziellen Auswirkungen der angefochtenen Bestimmungen auf ihre Sachlage geltend machen würden, sei die Klage gegebenenfalls nur zulässig hinsichtlich jener angefochtenen Bestimmungen, die eine Kürzung der einer Hochschule zur Verfügung gestellten Finanzmittel herbeiführen könnten, wobei es sich nämlich um die Artikel 97 und 98 des Dekrets handele.

A.1.3. Dies gelte nicht für die Artikel 9, 10, 11, 36 und 37 des Dekrets, die sich lediglich auf die Modalitäten der Aufsicht über die Beachtung des pädagogischen, sozialen und kulturellen Projektes bezögen und also keineswegs die insbesondere finanzielle Situation der Kläger abändern würden, welche durch die Dekrete vom 1. Februar 1993 und vom 6. Juni 1994 geregelt sei, die durch die angefochtenen Bestimmungen nicht abgeändert worden seien. Diese würden nicht auf die Kläger in deren Eigenschaft als Lehrkräfte abzielen, sondern ausschließlich auf die Hochschulanstalten.

A.1.4. Die Artikel 9 bis 11 würden nämlich die Möglichkeit organisieren, über die die Organisationsträger verfügen würden, sich in « hautes écoles » zusammenzuschließen, und seien nur anwendbar auf die Organisationsträger der Hochschulanstalten, auf den pädagogischen Gemeinschaftsausschuß und auf die Regierung der Französischen Gemeinschaft. Im selben Sinne würden die Artikel 36 und 37 nur angesichts anderer Organe als Lehrkräfte - einzeln betrachtet - Ansprüche gewähren bzw. Verpflichtungen auferlegen und lediglich die Behörden der Hochschulen im Sinne von Artikel 1^o des Dekrets vom 5. August 1995, den pädagogischen Gemeinschaftsausschuß und die Regierung der Französischen Gemeinschaft ins Auge fassen.

A.1.5. Die Artikel 97 und 98 des Dekrets vom 5. August 1995 würden schließlich Sanktionen vorsehen, mit denen Hochschulanstalten belegt werden könnten. So bestimme Artikel 97, daß die subventionierten Hochschulanstalten ihren Anspruch auf Subventionen verlieren würden, wenn sie die durch die Artikel 51 bis 57 des Dekrets vorgeschriebenen Verpflichtungen nicht beachten würden, wobei die vorliegende Klage sich gar nicht auf diese Artikel beziehe.

Artikel 98 des Dekrets bestimme seinerseits, daß die Subventionen der subventionierten Hochschulanstalten um 20 Prozent gekürzt würden, wenn diese Anstalten die in den Artikeln 26, 27 und 37 des Dekrets vorgesehenen Verpflichtungen nicht erfüllen würden. Es sei darauf hinzuweisen, daß von den letztgenannten Bestimmungen nur Artikel 37 Gegenstand der vorliegenden Klage sei.

A.1.6. Wenngleich die angefochtenen Bestimmungen auf die Lehranstalten, an denen die Kläger tätig seien, Anwendung finden würden, so könnten bloß aufgrund dieser Tatsache die angefochtenen Bestimmungen selbstverständlich nicht auf sie anwendbar gemacht werden. Dies gelte um so mehr, da die angefochtenen Bestimmungen sich nur auf die Aufsicht über das pädagogische, soziale und kulturelle Projekt bezögen. Die Kläger hätten eventuell behaupten können, daß sie durch den Zusammenschluß ihrer Hochschulanstalt in eine « haute école » unmittelbar betroffen wären. Eine solche Sachlage würde tatsächlich ihren Arbeitskreis betreffen. Sie ergebe sich allerdings nicht unmittelbar aus dem Dekret, soweit einer der wesentlichen Grundsätze des Dekrets darin bestehe, daß die Zusammenschlüsse von Hochschulanstalten auf freiwilliger Basis erfolgen würden.

Erwiderungsschriftsatz der Regierung der Französischen Gemeinschaft

A.1.7. Da der Interventionskläger sich auf die gleiche Eigenschaft berufe wie die Kläger auf Nichtigerklärung, um die Zulässigkeit seines Schriftsatzes zu begründen, möchte die Regierung der Französischen Gemeinschaft ihren ersten Schriftsatz auch angesichts der intervenierenden Partei gelten lassen.

Erwiderungsschriftsatz der Kläger und Erwiderungsschriftsatz von G. De Lahaye

A.1.8. Die Kläger und der Interventionskläger (weiter unten die Kläger genannt) unterlägen dem Dekret vom 1. Februar 1993 zur Festlegung des Statuts der Mitglieder des subventionierten Personals des subventionierten freien Unterrichtswesens, dessen Artikel 1 § 1 bestimme, daß es unter anderem « auf die subventionierten Personalangehörigen der subventionierten freien Unterrichtsanstalten » Anwendung finde, wie diejenigen, an denen die Kläger tätig seien, soweit sie subventioniert würden. Diese statutarischen Vorschriften seien demzufolge den subventionierten Personalangehörigen vorbehalten, und eine endgültige Aberkennung der Subventionierung führe automatisch dazu, daß die Personalangehörigen vom Anwendungsbereich des Dekrets vom 1. Februar 1993 ausgeschlossen würden, so daß sie - ohne Statut - erneut dem Gesetz vom 3. Juli 1978 über die Arbeitsverträge unterworfen wären. Außerdem würden sie ihre Vorrechte unter anderem in bezug auf Zurdispositionstellung, Pensionen und Arbeitsunfälle im öffentlichen Sektor verlieren.

A.1.9. Die Auswirkungen der angefochtenen Bestimmungen seien also nicht rein finanzieller, sondern hauptsächlich statutarischer Art (im Gegensatz zu dem, was an den Universitäten gelte - siehe das Urteil Nr. 19/91 des Hofes -, wo die Finanzierungsregeln sich nicht unmittelbar auf die statutarische Rechtsstellung des Personals auswirken würden) und würden sich auf den Personalkader erstrecken, auf den 90 Prozent der Subventionen entfallen würden.

Die Artikel 97 und 98, die die Sanktionen bestimmen würden, seien nicht von jenen Bestimmungen zu trennen, die eine Aufsichtsregelung einführen würden, wobei sie als wesentliche Bestandteile derselben zu betrachten seien. Diese Sanktionen ergäben sich nämlich unausweichlich aus der Anwendung der angefochtenen Artikel 9, 10, 11, 36 und 37. Eine Nichtigerklärung, die sich auf die Artikel 97 und 98 beschränken würde, hätte keinen Zweck.

*Zur Hauptsache**Klageschrift und Schriftsatz von G. De Lahaye*

A.2.1. Die Artikel 9, 10, 11, 36 und 37 des Dekrets würden nicht die Kriterien definieren, auf deren Grundlage der pädagogische Gemeinschaftsausschuß und die Regierung die ihnen zugewiesene Aufsichtsbezugnis angesichts des Inhaltes des pädagogischen, sozialen und kulturellen Projektes einerseits (Artikel 9, 10 und 11) und angesichts der Art und Weise der Durchführung desselben andererseits (Artikel 36 und 37) auszuüben hätten.

Die Sanktionen, die mit dieser Aufsicht einhergehen würden, seien schwer, denn, wenn der Zusammenschlußvorschlag aufgrund von Artikel 9 des Dekrets von der Regierung zurückgewiesen werde, könnten die von dieser Weigerung betroffenen Anstalten nicht jene Verpflichtungen erfüllen, die durch die Artikel 51 bis 57 auferlegt worden seien, was die Zusammensetzung der Hochschulen anbelange, woraus sich die endgültige Aberkennung des Anspruchs auf Subventionen ergebe (Artikel 97 des Dekrets vom 5. August 1995).

Die Nichtbeachtung von Artikel 37 und die Anwendung von Artikel 10 § 7 würden zur Aberkennung des Anspruchs auf Subventionierung in Höhe von 20 Prozent führen (Artikel 98).

A.2.2. Die angefochtenen Bestimmungen würden gegen Artikel 24 § 1 der Verfassung verstoßen, der die Unterrichtsfreiheit gewährleiste.

Die Freiheit, Unterricht zu organisieren, ziehe den Anspruch auf Subventionierung nach sich. Die Einschränkungen dieser Freiheit und dieses Anspruchs bedürften einer Rechtfertigung aufgrund des allgemeinen Interesses und dürften nicht willkürlich sein.

Das Dekret vom 5. August 1995 bestimme jedoch keineswegs die Grundlage, auf der die Aufsicht über das pädagogische, soziale und kulturelle Projekt der Hochschulanstalten und über die Beachtung desselben auszuüben sei; genausowenig bestimme es die Bewertungskriterien, auf deren Grundlage die Unvereinbarkeit eines pädagogischen, sozialen und kulturellen Projektes mit den Bestimmungen, welche in Artikel 6 enthalten seien, oder die Nichtbeachtung dieses Projektes festgestellt werden könne. Das Dekret erteile demzufolge eine umfassende Beurteilungszuständigkeit dem pädagogischen Gemeinschaftsausschuß, dessen Gutachten entscheidend sei und zu abschlägigen Entscheidungen der Regierung führen könne, welche sich in gravierender Weise auf die Subventionierung auswirken könnten. Eine solche Aufsicht, deren Ausübung nicht durch das Dekret geregelt werde, sondern völlig dem Ermessen des pädagogischen Gemeinschaftsausschusses und der Regierung anheimgestellt werde, sei willkürlich, da sie die Unterrichtsfreiheit und den Anspruch auf Subventionierung, der sich daraus ergebe, in gesetzwidriger Weise einschränke.

A.2.3. Indem die angefochtenen Bestimmungen nicht selbst die Kriterien für die Bewertung des pädagogischen, sozialen und kulturellen Projektes und der Durchführung desselben festlegen und diese Aufgabe vielmehr dem pädagogischen Gemeinschaftsausschuß und der Regierung anvertrauen würden, hätten sie ihnen implizit eine offenbar gegen Artikel 24 § 5 der Verfassung verstoßende Ermächtigung erteilt; diese Bewertungskriterien seien wesentliche Bestandteile der Organisation des Hochschulwesens und würden sich unmittelbar auf seine Subventionierung auswirken; sie dürften nicht der Beurteilung der Regierung und des pädagogischen Gemeinschaftsausschusses anheimgestellt werden.

Aus den Artikeln 37 und 98 des Dekrets ergebe sich, daß dieses der Regierung die Zuständigkeit übertrage, die Folgen der in Artikel 37 vorgeschriebenen Qualitätsprüfung zu bestimmen, wobei es sich um andere Folgen handele als die Aberkennung des Anspruchs auf Subventionen in Höhe von 20 Prozent, welche bereits in Artikel 98 vorgesehen sei. Da sich diese Folgen auf die Organisation des Unterrichts beziehen könnten, und zwar sogar auf die Anerkennung des Unterrichts, der an einer Hochschule erteilt werde, welche nicht den erforderlichen Qualitätsgarantien entspreche, sei also der Regierung eine mit Artikel 24 § 5 der Verfassung unvereinbare Ermächtigung erteilt worden.

Schriftsatz der Regierung der Französischen Gemeinschaft

A.2.4. Die angefochtenen Bestimmungen, die - so die Kläger - den Anspruch auf Subventionierung der Hochschulanstalten entgegen Artikel 24 § 1 der Verfassung einschränken würden, würden die Unterrichtsfreiheit nicht wesentlich beeinträchtigen, indem die Organisation der Modalitäten und der Sanktionen, die einer Hochschulanstalt bei Nichtbeachtung ihres pädagogischen, sozialen und kulturellen Projektes auferlegt werden könnten, selbstverständlich eine gesetzmäßige Maßnahme sei, die der Unterrichtsfreiheit nicht Abbruch tue.

A.2.5. Der Zusammenschluß von Lehranstalten werde durch das Dekret auf freiwilliger Basis organisiert, damit die Qualität des Unterrichts gewährleistet werde, und aufgrund eines pädagogischen, sozialen und kulturellen Projektes, welches einer der Eckpfeiler des Dekrets sei und dessen Beachtung der Gesetzgeber demzufolge grundsätzlich unanfechtbarer Aufsichtsmodalitäten und Sanktionen habe gewährleisten können. Das von den Klägern beanstandete Nichtvorhandensein von Kriterien werde weiter unten bei der Erörterung der von einer Verletzung von Artikel 24 § 5 der Verfassung ausgehenden Argumente (A.2.7) geprüft werden.

A.2.6. Gemäß Artikel 24 § 5 der Verfassung habe der Dekretgeber die wesentlichen Grundsätze bezüglich des pädagogischen, sozialen und kulturellen Projektes festgelegt. Das Dekret vom 5. August 1995 bestimme nämlich detailliert, ausdrücklich und ausführlich das Verfahren für die Ausarbeitung dieses Textes, das Verfahren für die Beaufsichtigung der Hochschulen hinsichtlich der Beachtung des Projektes und die bei Nichtbeachtung der entsprechenden Bestimmungen zu verhängenden Sanktionen. Der Regierung der Französischen Gemeinschaft werde keine andere Zuständigkeit eingeräumt als diejenige für die Beschlußfassung in Einzelfällen bzw. für das Ergreifen von Durchführungsmaßnahmen bezüglich der besonderen Verfahrensmodalitäten.

A.2.7. Artikel 24 § 5 der Verfassung habe nicht zur Folge, daß der Dekretgeber dazu verpflichtet werde, unmittelbar alle Aspekte der von ihm festgelegten Grundsätze zu regeln. Was das pädagogische, soziale und kulturelle Projekt anbelangt, habe der Gesetzgeber bis ins Detail das Verfahren für die Ausarbeitung des Textes, die Aufsichtsverfahren und die Sanktionsregelung bestimmt.

In gewissen Punkten habe er zwar der Regierung eine Beurteilungszuständigkeit eingeräumt, aber diese Zuständigkeit beziehe sich an keiner Stelle auf die Festlegung eines wesentlichen Grundsatzes.

Außerdem sei das pädagogische, soziale und kulturelle Projekt in Wirklichkeit kraft Artikel 6 des Dekrets vom 5. August 1995 ein vollständiges und klares Instrument. Die Aufsicht über die Beachtung dieses Projektes sei also im wesentlichen eine materielle Aufsicht über konkrete Tatsachen. Es sei also keineswegs nötig gewesen, besondere Aufsichtskriterien vorzusehen, da die Kriterien selbstverständlich diejenigen seien, die durch Artikel 6 des Dekrets vom 5. August 1995 vorgeschrieben seien.

A.2.8. Die besonderen Verfahrensfragen seien ihrerseits präzisiert worden in dem Dekret, das die besonderen Regeln und Modalitäten bestimme, welche bei der Ausübung dieser Zuständigkeit zu beachten seien. Beispielsweise sei zu betonen, daß Artikel 37 des Dekrets vom 5. August 1995 ausdrücklich bestimme, daß die interne Qualitätsaufsicht über die Tätigkeiten der Hochschule gemäß einem von der Regierung festgelegten besonderen Verfahren auszuüben sei, welches ausdrücklich eine « Hinzuziehung von externen Sachverständigen vorsieht, die mehrheitlich ihren Hauptberuf außerhalb des Unterrichtswesens ausüben ». Es sei also festzuhalten, daß die Zuständigkeiten der Regierung in einen klar definierten gesetzlichen Rahmen hineinpassen würden.

A.2.9. Schließlich könne die Regierung der Französischen Gemeinschaft ihre Entscheidungskompetenz nicht ausüben, ohne daß das motivierte Gutachten des pädagogischen Gemeinschaftsausschusses vorliege, der je nach dem Fall von der Mehrheit der Personalangehörigen oder der Studenten im pädagogischen Rat der Hochschule (Artikel 10 des Dekrets), durch einen motivierten Antrag eines Inspektors der Verwaltung der Französischen Gemeinschaft (Artikel 11 des Dekrets) oder schließlich infolge der Aufsicht durch die Organe der Hochschule über ihre eigenen Tätigkeiten (Artikel 36 und 37 des Dekrets) befaßt werde.

Erwiderungsschriftsatz der Regierung der Französischen Gemeinschaft

A.2.10. Da der von G. De Lahaye eingereichte Schriftsatz eine getreue Wiedergabe des von den ursprünglichen Klägern eingereichten Schriftsatzes sei, verweise die Regierung der Französischen Gemeinschaft hier auf ihren ersten Schriftsatz, den sie hinsichtlich der intervenierenden Partei eingereicht habe.

Erwiderungsschriftsatz der Kläger und Erwiderungsschriftsatz von G. De Lahaye

A.2.11. Der Anspruch auf Subventionierung könne kraft der angefochtenen Bestimmungen aberkannt werden, wohingegen diese Bestimmungen in dieser Perspektive eine Aufsicht organisieren würden, die, wenn sie an und für sich nicht gesetzwidrig sei, nicht auf eine für die betreffende Anstalt vollkommen objektive und vorhersehbare Art und Weise ausgeübt werde, in Ermangelung bekannter Bewertungskriterien, die es dieser Anstalt ermöglichen würden, in Kenntnis der Sachlage zu handeln.

Der pädagogische Gemeinschaftsausschuß und die Regierung würden nämlich autonom entscheiden, einerseits ob das pädagogische, soziale und kulturelle Projekt mit den Vorschriften von Artikel 6 vereinbar sei, und zwar sowohl hinsichtlich der Form als hinsichtlich des Inhalts (was eben zum Wesen der Unterrichtsfreiheit gehöre), und andererseits wie die Hochschulen ihren Auftrag erfüllen würden; Artikel 37 des Dekrets bestimme nämlich weder die Bewertungskriterien, noch den Inhalt der Qualitätsaufsicht über die Unterrichtstätigkeiten und die Aufträge der Hochschule, vorbehaltlich der Bewertung der Modalitäten der Immatrikulationsverweigerung.

A.2.12. Da die Kriterien für die Bewertung der Qualität der Unterrichtstätigkeiten und der Aufträge der Hochschulen nicht durch das Dekret festgelegt würden, verstoße es gegen Artikel 24 § 5 der Verfassung, denn es handele sich nämlich um Grundprinzipien, deren Festlegung der Dekretgeber nicht der Regierung und dem pädagogischen Gemeinschaftsausschuß anheimstellen könne; letztere müßten nämlich unausweichlich vor der Ausübung der materiellen Aufsicht über die Tatsachen die anzuwendenden Bewertungsregeln sowie die Grenzen dieser Bewertung und demzufolge ihre Beurteilungszuständigkeit bestimmen. Diese implizite Zuständigkeitszuweisung sei unvereinbar mit der vorgenannten Verfassungsbestimmung.

A.2.13. Artikel 37 des Dekrets enthalte eine allzu unpräzise und vage Ermächtigung, da die Regierung dazu ermächtigt werde, das Verfahren der Qualitätsprüfung festzulegen, ohne daß im Dekret die Grundprinzipien dieses Verfahrens und die zur Anwendung zu bringenden Kriterien erläutert werden.

- B -

Hinsichtlich des Gegenstands der angefochtenen Bestimmungen

B.1.1. Die Artikel 9, 10 und 11 des Dekrets der Französischen Gemeinschaft vom 5. August 1995 zur Festlegung der allgemeinen Organisation des Hochschulwesens in « hautes écoles » beziehen sich auf die Aufsicht über das pädagogische, soziale und kulturelle Projekt (Artikel 6 des Dekrets bestimmt, daß dieses Projekt die Mittel und Zielsetzungen angibt, die bei der Gründung der Hochschule zu berücksichtigen sind) durch ein Organ, welches sich aus Personalangehörigen der Dienste der Regierung - und von ihr bestimmten Sachverständigen (Artikel 81) - zusammensetzt und welches der pädagogische Gemeinschaftsausschuß genannt wird.

Ein negatives Gutachten des pädagogischen Gemeinschaftsausschusses bei der Ausarbeitung bzw. Änderung eines pädagogischen, sozialen und kulturellen Projektes versetzt die Regierung in die Lage, den Vorschlag zum Zusammenschluß von Hochschulanstalten bzw. zur Änderung des pädagogischen, sozialen und kulturellen Projektes abzulehnen (Artikel 9). Der pädagogische Gemeinschaftsausschuß kann auch befaßt werden von den Vertretern des Personals bzw. der Studenten (Artikel 10) oder vom Inspektor der Französischen Gemeinschaft (Artikel 11), wenn sie der Ansicht sind, daß das pädagogische, soziale und kulturelle Projekt von der Hochschule nicht regelmäßig zur Anwendung gebracht wird. Ein negatives Gutachten des pädagogischen Gemeinschaftsausschusses bezüglich der Beachtung dieses Projektes durch die Hochschule erlaubt es der Regierung, eine Kürzung der Subventionen bzw. der Funktionsmittel zu beschließen (Artikel 10 § 7 und 11).

B.1.2. Die Artikel 36 und 37 verpflichten den pädagogischen Gemeinschaftsausschuß dazu, der Regierung ein motiviertes Gutachten vorzulegen, und zwar im Zusammenhang mit der Beachtung des pädagogischen, sozialen und kulturellen Projektes, bezüglich des Jahresberichts (Artikel 36) und des Dreijahresberichts (Artikel 37), den die Behörden der Hochschule im Hinblick auf eine « Qualitätsprüfung » vorzulegen haben. Ein negatives Gutachten des pädagogischen Gemeinschaftsausschusses bezüglich des Jahresberichts erlaubt es der Regierung, eine Kürzung der Subventionen bzw. der Funktionsmittel zu beschließen. Die Folgen der Qualitätsprüfung, welche anläßlich des Dreijahresberichts ausgeübt wird, stellt das Dekret der Beurteilung durch die Regierung anheim.

B.1.3. Artikel 97 sieht die Schließung der Hochschulanstalt vor, wenn diese sich nicht nach dem Verfahren bezüglich der Bildung der Hochschulanstalten richtet, oder, wenn es sich um eine subventionierte Anstalt handelt, sieht er die endgültige Aberkennung des Anspruchs auf Subventionen vor (Artikel 51 bis 57). Artikel 98 sieht eine Kürzung der Subventionen bzw. der Funktionsmittel der Hochschulanstalten vor, die die Bestimmungen des Dekrets bezüglich der Immatrikulation von Studenten (Artikel 26), die Studienregelung (Artikel 27) oder die Qualitätsprüfung (Artikel 37) nicht beachten.

Hinsichtlich des Interesses

B.2. Die Kläger, die ihre Eigenschaft als Personalangehörige einer subventionierten freien Hochschulanstalt mit kurzer Studiendauer, die dem angefochtenen Dekret unterliegt, geltend machen, wären unmittelbar und in ungünstigen Sinne von Bestimmungen betroffen, die einerseits die Entstehung und Abänderung des pädagogischen, sozialen und kulturellen Projektes, in dem die Mittel und die Zielsetzungen der Hochschulen definiert werden, und andererseits die Aufsicht über die Durchführung dieses Projektes regeln. Diese Bestimmungen könnten nämlich ihrer Situation Abbruch tun, indem die Nichtgenehmigung des pädagogischen, sozialen und kulturellen Projektes oder die Feststellung, daß dieses nicht regelmäßig zur Anwendung gebracht worden wäre, zur Aberkennung oder Kürzung der Subventionen bzw. der Funktionsmittel führen könnte.

Zur Hauptsache

Hinsichtlich des Artikels 24 § 1 der Verfassung

B.3.1. Die durch Artikel 24 § 1 der Verfassung gewährleistete Unterrichtsfreiheit impliziert, daß Privatpersonen - ohne vorherige Zustimmung und unter Vorbehalt der Beachtung der Grundrechte und -freiheiten - berechtigt sind, nach freiem Ermessen Unterricht zu organisieren und zu erteilen, und zwar sowohl hinsichtlich der Form als auch hinsichtlich des Inhalts dieses Unterrichts.

B.3.2. Die in Artikel 24 § 1 der Verfassung genannte Unterrichtsfreiheit impliziert, daß die Organisationsträger, bei denen es sich nicht um eine Gemeinschaft handelt, unter bestimmten Bedingungen die Subventionierung seitens der Gemeinschaft beanspruchen können.

Der Anspruch auf Subventionierung findet seine Beschränkung einerseits in der Möglichkeit für die Gemeinschaft, die Subventionierung von Erfordernissen allgemeinen Interesses abhängig zu machen, wobei es sich unter anderem um die Erfordernisse einer ordentlichen Unterrichtserteilung und einer bestimmten Schülerzahl handelt, und andererseits in der Notwendigkeit, die verfügbaren Mittel auf die unterschiedlichen Aufgabenbereiche der Gemeinschaft zu verteilen.

Die Unterrichtsfreiheit ist demzufolge an Grenzen gebunden und verhindert nicht, daß der Dekretgeber Bedingungen bezüglich der Finanzierung oder Subventionierung auferlegt, die die Ausübung dieser Freiheit einschränken, soweit ihr nicht wesentlich Abbruch getan wird.

B.3.3. Das Dekret vom 5. August 1995 organisiert unter Berücksichtigung der « pädagogischen Priorität » den freiwilligen Zusammenschluß von Hochschulanstalten aufgrund eines pädagogischen, sozialen und kulturellen Projektes (Dok., Rat der Französischen Gemeinschaft, Sondersitzungsperiode 1995, Nr. 26/1, S. 2). Die angegebene Zielsetzung besteht in der Kostenbeschränkung sowie in der Erteilung eines ordentlichen Hochschulunterrichts gemäß den Anforderungen der Haushaltslage der Französischen Gemeinschaft (ebenda, SS. 3 und 4).

B.3.4. Die vom pädagogischen Gemeinschaftsausschuß ausgeübte Aufsicht, die von den Klägern sowie von der intervenierenden Partei beanstandet wird, hat zum Zweck, einerseits eben das Bestehen des pädagogischen, sozialen und kulturellen Projektes bei der Ausarbeitung oder Abänderung desselben zu überprüfen und zu bestimmen, ob es darauf abzielt, mittels der von den Hochschulanstalten bzw. von den Hochschulen frei gewählten Methoden die in Artikel 6 des Dekrets ins Auge gefaßten Zielsetzungen zu erfüllen (ebenda, S. 11) und andererseits die Durchführung des Projektes einer « jährlichen und dreijährlichen Qualitätsprüfung » zu unterwerfen; das Gutachten « betrifft nicht die pädagogische Methode an und für sich, sondern die Frage, ob die Behörden der Hochschule die Mittel zur Anwendung bringen, damit die verschiedenen Zielsetzungen ihres Projektes erfüllt werden » (ebenda, S. 18).

B.3.5. Aus den Vorarbeiten zum angefochtenen Dekret geht hervor, daß der Gemeinschaftsgesetzgeber davon ausgegangen ist, daß der pädagogische Gemeinschaftsausschuß seine Aufgabe unter Beachtung der Freiheit der Organisationsträger und der Hochschulen erfüllt; durch die Artikel 9, 10, 11, 36 und 37 des Dekrets werden die schwerwiegendsten Entscheidungen, die die Regierung angesichts der Hochschulanstalten und Hochschulen zu treffen ermächtigt ist, einem negativen Gutachten des Ausschusses unterworfen, ohne daß ein solches negatives Gutachten die Regierung dazu verpflichtet, entsprechende Entscheidungen zu treffen; schließlich können die Entscheidungen selbst vom Verwaltungsrichter bzw. vom ordentlichen Richter getadelt werden, und zwar unter anderem dann, wenn gegen die Unterrichtsfreiheit verstoßen wird.

B.3.6. Daraus ergibt sich, daß die angefochtenen Bestimmungen nicht auf eine unverhältnismäßige Art und Weise in die Organisation und Arbeitsweise der Unterrichtsanstalten eingreifen und somit die Unterrichtsfreiheit im wesentlichen unberührt lassen.

Hinsichtlich des Artikels 24 § 5 der Verfassung

B.4.1. Artikel 24 § 5 der Verfassung bestimmt folgendes:

« Die Organisation, die Anerkennung oder die Bezuschussung des Unterrichtswesens durch die Gemeinschaft wird durch Gesetz oder Dekret geregelt. »

Diese Bestimmung drückt den Willen des Verfassungsgebers aus, es den Organisationsträgern anheimzustellen, eine Regelung bezüglich der wesentlichen Aspekte des Unterrichtswesens zu treffen, was dessen Organisation, Anerkennung und Bezuschussung betrifft.

B.4.2. Laut dem namens des Ausschusses für die Verfassungsrevision und die Reform der Institutionen erstatteten Bericht wollte der Verfassungsgeber, daß « nur demokratisch Gewählte mittels allgemein geltender Vorschriften die Organisation, die Anerkennung und die Bezuschussung des Unterrichtswesens regeln können » (Parl. Dok., Senat, Sondersitzungsperiode 1988, Nr. 100-1/2^e, S. 4).

B.4.3. Artikel 24 § 5 der Verfassung hat nicht jede Delegation an die Gemeinschaftsregierung verbieten wollen. Durch solche Delegationen darf die Gemeinschaftsregierung jedoch nicht die Ungenauigkeit der vom Gesetzgeber selbst festgelegten Grundsätze beheben bzw. ungenügend detaillierte politische Entscheidungen klarstellen.

B.4.4. Die angefochtenen Bestimmungen erteilen dem pädagogischen Gemeinschaftsausschuß bzw. der Regierung eine Beratungs- und Entscheidungskompetenz bei der Beurteilung der Frage, ob das pädagogische, soziale und kulturelle Projekt, das bei der Gründung bzw. Fusion von Hochschulen vorgeschlagen wird, die nötigen Mittel vorsieht, damit die Zielsetzungen erreicht werden können, die durch Artikel 6 des Dekrets diesem Projekt zugewiesen worden sind (Artikel 9, 10 und 11), und gemäß den Mitteln und Zielsetzungen im Sinne von Artikel 6 des Dekrets zur Anwendung gebracht wird (Artikel 36 und 37).

B.4.5. Gemäß dem Grundsatz der Unterrichtsfreiheit beauftragt Artikel 6 § 2 Absatz 2 die Organisationsträger und Behörden, die er bestimmt, damit, über die Mittel zu entscheiden, die zur Anwendung zu bringen sind, damit die Zielsetzungen des pädagogischen, sozialen und kulturellen Projektes erfüllt werden. Der Dekretgeber hat demgegenüber selbst diese Zielsetzungen festgelegt (Artikel 6 § 3), sowie die Maßnahmen, die von der Regierung jenen Hochschulanstalten und Hochschulen auferlegt werden können, die sich nicht nach den Bestimmungen des Dekrets bezüglich dieses Projektes richten würden (Artikel 10 § 7, 11, 36, 97 und 98).

Die Beurteilungszuständigkeit, die innerhalb dieser Grenzen dem pädagogischen Gemeinschaftsausschuß und der Regierung durch die angefochtenen Bestimmungen eingeräumt wird, ist demzufolge nicht als im Widerspruch zu Artikel 24 § 5 der Verfassung stehend zu betrachten, da sonst aus dieser Bestimmung abgeleitet werden sollte, daß sie es dem Dekretgeber untersagen würde, Ermächtigungen zu erteilen, die - wie im vorliegenden Fall - sich nicht auf die wesentlichen Aspekte des Unterrichtswesens beziehen würden, was dessen Organisation, Anerkennung und Bezuschussung betrifft.

Artikel 37 Absatz 5 des Dekrets stellt es allerdings der Regierung anheim, zu bestimmen, ob und wie den Schlußfolgerungen der Qualitätsprüfung, die in dieser Bestimmung vorgesehen ist, Folge zu leisten ist. Da keine Bestimmung des Dekrets es ermöglicht, den Gegenstand dieser Folgen zu definieren - die Vorarbeiten zum Dekret enthalten übrigens keinerlei Hinweis in diesem Zusammenhang -, und demzufolge nicht ausgeschlossen werden kann, daß sich diese Folgen auf die wesentlichen Aspekte des Unterrichtswesens beziehen, was dessen Organisation, Anerkennung und Bezuschussung betrifft, enthält Artikel 37 Absatz 5 des Dekrets eine Ermächtigung, die nicht mit Artikel 24 § 5 der Verfassung vereinbar ist.

Aus diesen Gründen:

Der Hof

- erklärt Artikel 37 Absatz 5 des Dekrets der Französischen Gemeinschaft vom 5. August 1995 zur Festlegung der allgemeinen Organisation des Hochschulwesens in « hautes écoles » für nichtig;
- weist die Klage im übrigen zurück.

Verkündet in französischer, niederländischer und deutscher Sprache, gemäß Artikel 65 des Sondergesetzes vom 6. Januar 1989 über den Schiedshof, in der öffentlichen Sitzung vom 11. Dezember 1996.

Der Kanzler,

L. Potoms.

Der Vorsitzende,

M. Melchior.